

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autres pays d'expression française .....	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger .....	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

<b>Prix du Numéro par porteur ou par Poste :</b>	
Togo, France et autres pays d'expression française .....	100 frs
Etranger : Port en sus	

### ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editage  
B.P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

La ligne .....	80 frs
Minimum .....	250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :	
Minimum .....	250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOMÉ

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### DECRETS

1988

20 juin — Décret n° 88-105 ordonnant la publication du Protocole additionnel portant amendement du texte français du protocole relatif à la définition de la notion de produits originaires des Etats membres de la CEDEAO, signé à Dakar le 29 mai 1979. ....	1
Texte du Protocole. ....	2
20 juin — Décret n° 88-106 ordonnant la publication du Protocole additionnel portant modification du paragraphe 1 (c) de l'article 9 du Traité de la CEDEAO, signé à Lomé le 23 novembre 1984. ....	2
Texte du Protocole. ....	2
20 juin — Décret n° 88-107 ordonnant la publication du Protocole additionnel portant modification du paragraphe 1 (c) de l'article 9 du Traité de la CEDEAO, signé à Lomé le 23 novembre 1984. ....	5
Texte du Protocole. ....	5
20 juin — Décret n° 88-108 ordonnant la publication du Protocole additionnel portant code de conduite pour l'application du protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, signé à Lomé le 6 juillet 1985. ....	15
Texte du Protocole. ....	15

20 juin — Décret n° 88-109 ordonnant publication de la convention relative à l'importation temporaire des véhicules de transport de personnes dans les Etats membres de la CEDEAO, signé à Lomé le 6 juillet 1985. ....	20
Texte de la convention. ....	20
20 juin — Décret n° 88-110 ordonnant la publication du Protocole additionnel relatif à l'exécution de la deuxième étape (droit de résidence) du protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, signé à Abuja le 1er juillet 1986. ....	24
Texte du Protocole. ....	24

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### DECRETS

*DECRET N° 88-105 du 20 juin 1988 ordonnant la publication du Protocole Additionnel portant amendement du texte français du Protocole relatif à la définition de la notion de produits originaires des Etats membres de la CEDEAO, signé à Dakar le 29 mai 1979.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

*Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;  
Vu la constitution spécialement en ses articles 15 et 43 ;*

*Vu la loi n° 87-16 du 22 décembre 1987 autorisant la ratification du protocole additionnel portant amendement du texte français du protocole relatif à la définition de la notion de produits originaires des Etats membres de la CEDEAO, signé à Dakar le 29 mai 1979,*

#### DECRETE :

Article premier — Le protocole additionnel portant amendement du texte français du protocole relatif à la définition de la notion de produits originaires des Etats membres de la CEDEAO, signé à Dakar le 29 mai 1979 et dont l'instrument de ratification a été déposé le 31 mars 1988 sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 juin 1988

Général Gnassingbé EYADEMA

#### PROTOCOLE ADDITIONNEL PORTANT AMENDEMENT DU TEXTE FRANCAIS DU PROTOCOLE RELATIF A LA DEFINITION DE LA NOTION DE PRODUITS ORIGINAIRES DES ETATS MEMBRES

##### LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

— CONSIDERANT que certaines modifications doivent être faites au texte français relatif à la définition de la notion de produits originaires des Etats Membres de la CEDEAO signé à Lomé, le 5 novembre 1976

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

##### Article I

##### Définition

Le dernier paragraphe de l'Article I du texte Français du protocole relatif à la notion de produits originaires des Etats Membres et notamment la définition de la « Valeur ajoutée » est amendée ci-dessous pour signifier la différence entre le prix ex-usine hors taxes d'un produit y compris les subventions, et la valeur CAF de la matière importée de pays tiers utilisée dans le processus de production.

##### Article II

##### Dépôt et entrée en vigueur

1) Ce Protocole Additionnel entrera en vigueur à titre provisoire dès sa signature par les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats Membres, et définitivement dès sa ratification par au moins sept Etats signataires conformément aux règles constitutionnelles de chaque Etat Membre.

2) Ce protocole Additionnel ainsi que tous les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétariat Exécutif qui transmettra des copies certifiées conformes de ce présent Protocole Additionnel à tous les

Etats Membres, notifiera à ces derniers la date de dépôt des instruments de ratification, et fera enregistrer le présent Protocole Additionnel auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine, de l'Organisation des Nations Unies et auprès de toutes autres Organisations désignées par le Conseil.

3) Le présent Protocole Additionnel est annexé au Traité dont il fait partie intégrante.

En foi de quoi nous Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO avons signé ce Protocole Additionnel.

En foi de quoi nous chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO avons signé ce protocole additionnel.

Fait à Dakar ce 29 mai 1979 en un seul exemplaire Original en Anglais et en Français, les deux textes faisant également foi.

*DECRET N° 88-106 du 20 juin 1988 ordonnant la publication du Protocole relatif aux Entreprises communautaires de la CEDEAO, signé à Lomé le 23 novembre 1984.*

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

*Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;*

*Vu la constitution spécialement en ses articles 15 et 43 :*

*Vu la loi n° 87-17 du 22 décembre 1987 autorisant la ratification du protocole relatif aux entreprises communautaires de la CEDEAO, signé à Lomé le 23 novembre 1984 ;*

#### DECRETE :

Article premier — Le protocole relatif aux entreprises communautaires de la CEDEAO, signé à Lomé le 23 novembre 1984 et dont l'instrument de ratification a été déposé le 31 mars 1988 sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 juin 1988

Général Gnassingbé EYADEMA

#### PROTOCOLE ADDITIONNEL PORTANT MODIFICATION DU PARAGRAPHE 1 (C) DE L'ARTICLE 9 DU TRAITE DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

##### Les Hautes Parties Contractantes

Vu l'article 5 du Traité de la CEDEAO, portant création de la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernements et définissant sa composition et ses fonctions ;

Vu le paragraphe 1 (c) de l'article 9 du Traité de la CEDEAO créant la Commission des Transports, des Télécommunications et de l'Energie ;

Considérant que la plupart des Etats Membres ont séparé le poste des Télécommunications en deux entités distinctes ;

Desireuses de conclure un Protocole Additionnel modifiant le paragraphe 1 (c) de l'article 9 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest signé à Lagos le 28 mai 1975 ;

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1

Le paragraphe 1 (c) de l'Article 9 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest signé à Lagos le 28 mai 1975 est modifié comme suit :

Article 9 Paragraphe 1 (c) nouveau

« La Commission des Transports, des Communications et de l'Energie »

Article 2

Dépôt et entrée en Vigueur

1. Le présent Protocole Additionnel entrera en vigueur à titre provisoire dès signature par les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats Membres et définitivement dès sa ratification par au moins sept Etats signataires conformément aux règles constitutionnelles de chaque Etat Membre.

2. Le présent Protocole Additionnel ainsi que tous les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétariat Exécutif qui transmettra des copies certifiées conformes du Protocole à tous les Etats Membres, leur notifiera les dates de dépôt des instruments de ratification et fera enregistrer le présent Protocole Additionnel auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine, de l'Organisation des Nations Unies et auprès de toutes autres Organisations désignées par le conseil des ministres.

3. Le présent Protocole Additionnel est annexé au Traité dont il fait partie intégrante.

EN FOI DE QUOI, NOUS CHEFS D'ETAT  
ET DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE  
ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE  
DE L'OUEST, AVONS SIGNE CE PROTOCOLE  
SUPPLEMENTAIRE.


FAIT A LOME, LE 23 NOVEMBRE 1984  
EN UN SEUL EXEMPLAIRE ORIGINAL ANGLAIS  
ET EN FRANCAIS, LES DEUX TEXTES FAISANT  
EGALEMENT FOI.

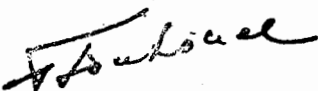
.....  
S.E. Le Général de Brigade  
Mathieu KEREROU  
Président de la République  
Populaire du Bénin

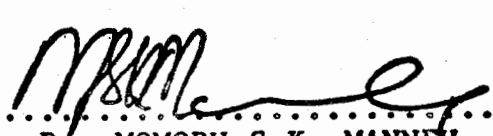
.....  
S.E. Le Capitaine Thomas SANKARA  
Président de Faso.

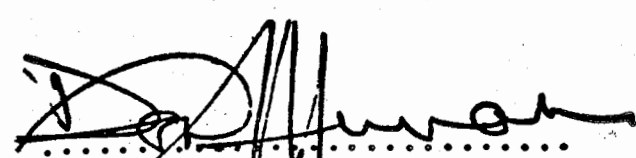
.....  
S.E. Le Commandant en Chef  
Samuel Kanyon DOE  
Président de la République  
du Libéria


.....  
S.E. M. Oumar COULIBALY  
Ministre d'Etat chargé de  
l'Economie et du Plan  
Pour et par ordre du Président  
de la République du Mali


  
 .....  
 S.E. Dr Pedro Verona PIRES  
 Pour et par ordre du  
 Président de la République  
 du Cap Vert

  
 .....  
 S.E. Felix HOUPHOUËT-BOIGNY  
 Président de la République de  
 Côte d'Ivoire

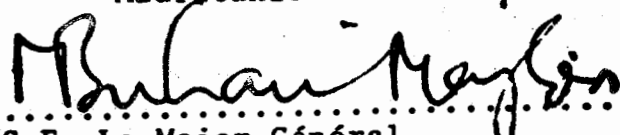
  
 .....  
 S.E. Dr. MOMODU S.K. MANNEN  
 Ministre de la Planification  
 Economique  
 Pour et par ordre du Président  
 de la République de Gambie

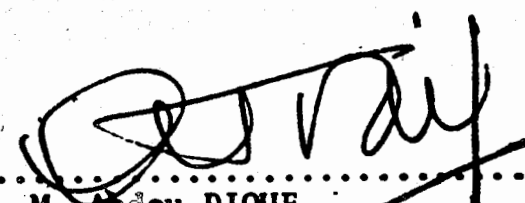
  
 .....  
 S.E. M. J. F. ANNAN  
 Vice Président du Conseil Provisoire  
 de Défense Nationale  
 Pour et par ordre du Président  
 de la République de Ghana

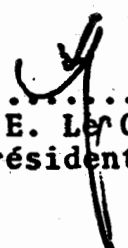
  
 .....  
 S.E. Le Colonel Lansana CONTE  
 Président de la République de Guinée


  
 .....  
 S.E. Le Général de Brigade  
 Joa Bernardo VIEIRA  
 Président de la République  
 de Guinée-Bissau

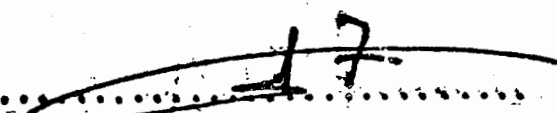
.....  
 S.E. M. Sidi Ould Ahmed DEYA  
 Pour et par ordre du Président  
 de la République Islamique de  
 Mauritanie

  
 .....  
 S.E. Le Major Général  
 Muhammadu BUHARI  
 Président de la République  
 Fédérale du Nigéria

  
 .....  
 S.E. M. Abdou DIOUF  
 Président de la République  
 du Sénégal

  
 .....  
 S.E. Le Colonel Seyni KOUNCHE  
 Président de la République du Niger

  
 .....  
 S.E. Dr. Siaka STEVENS  
 Président de la République  
 de Sierra Leone

  
 .....  
 S.E. Le Général Gnassingbé EYADEMA  
 Président de la République  
 Togolaise

Décret n° 88-107 du 20 juin 1988 ordonnant la publication du Protocole Additionnel portant modification du paragraphe 1 (c) de l'article 9 du Traité de la CEDEAO, signé à Lomé le 23 novembre 1984.

## LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu la constitution spécialement en ses articles 15 et 43 ;

Vu la loi n° 87-18 du 22 décembre 1987 autorisant la ratification du protocole additionnel portant modification du paragraphe 1 (c) de l'article 9 du Traité de la CEDEAO, signé à Lomé le 23 novembre 1984.

## DECRETE ;

Article premier — Le protocole additionnel portant modification du paragraphe 1 (c) de l'article 9 du Traité de la CEDEAO, signé à Lomé le 23 novembre 1984 et dont l'instrument de ratification a été déposé le 31 mars 1988 sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 juin 1988

Général Gnassingbe EYADEMA

## 1. PROTOCOLE & PROTOCOLE ADDITIONNEL PROTOCOLE RELATIF AUX ENTREPRISES COMMUNAUTAIRES

### LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

Vu les dispositions des Articles 2 et 32 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest relatives à l'intégration et au développement des économies des Etats membres de la Communauté ;

Vu les dispositions du Protocole relatif à la définition de la notion de produits originaires des Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Vu la Résolution ECW/CM/VI/Res. 26 de Novembre 1979 du conseil des ministres relative à l'élaboration de la Politique et du Programme Industriels régionaux de la Communauté ;

Vu la Décision A/DEC. 1/5/83 en date du 30 mai 1983 de la Conférence relative à l'adoption et à la mise en application d'un schéma unique de libéralisation des échanges de produits industriels originaires des Etats membres de la Communauté et la classification des Etats membres faite en son Article 4 ;

CONSCIENTS du fait que la responsabilité du développement économique de la sous-région Ouest-Africaine incombe aux Etats membres eux-mêmes ;

CONSIDERANT que dans la poursuite des objectifs du Traité, les Entreprises Communautaires constitueront des facteurs indispensables à une intégration plus rapide des économies des Etats membres et ouvriront des voies nouvelles pour des efforts conjoints dans le cadre Communautaire ;

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

## ARTICLE PREMIER

### DEFINITIONS

Dans le présent Protocole, on entend par :

« Traité », le Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest signé le 28 mai 1975 à Lagos ;

« Communauté », la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest instituée par l'Article 1er du Traité ;

« Etat Membre », un Etat membre de la Communauté ;

« Etat tiers », tout Etat non membre de la Communauté ;

« Conférence », la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté créée par l'Article 5 du Traité ;

« Conseil », le Conseil des Ministres de la Communauté créé par l'Article 6 du Traité ;

« Secrétariat Exécutif » et « Secrétaire Exécutif », le Secrétariat Exécutif et le secrétaire Exécutif de la Communauté prévus à l'article 8 du Traité ;

« Le Fonds », le Fonds de Coopération de Compensation et de Développement créé par l'Article 50 du Traité ;

« Commission d'Agrément », la Commission créée par l'Article 11 du présent Protocole ;

« Entreprise Communautaire », une entreprise agréée au statut d'Entreprise Communautaire aux termes du présent Protocole et jouissant des privilèges et garanties qui en résultent ;

« Entreprise nationale », une entreprise immatriculée dans un Etat membre et dont les activités sont régies par les lois nationales dudit Etat membre ;

« Entreprise interétatique », une entreprise dont le capital social appartient entièrement à deux ou plusieurs Etats membres ;

« Citoyen de la Communauté », le citoyen tel que défini par le Protocole portant code de la citoyenneté de la Communauté ;

« Ressortissant d'un Etat membre », un ressortissant d'un Etat membre ne remplissant pas les conditions de la citoyenneté de la communauté ;

« Unité de Compe », l'unité de compe définie au paragraphe 3 de l'Article 6 du Protocole relatif au Fonds ;

« Valeur ajoutée », la valeur ajoutée telle que définie par l'Article 1er du Protocole relatif à la définition de la Notion de Produits Originaires des Etats membres ;

« Personnes morales des Etats membres », les institutions et les sociétés dans lesquelles les Etats membres ou leurs ressortissants détiennent au moins cinquante pour cent (50%) du capital social ;

«Processus de production», le processus de production tel que prévu au Protocole relatif à la Définition de la Notion de produits Originaires des Etats membres.

## ARTICLE 2

### *Propriété du capital et forme de l'Entreprise Communautaire*

1. Sous réserve des autres dispositions du présent Protocole, une entreprise peut être agréée au statut d'Entreprise Communautaire aux termes du présent Protocole lorsque son capital social appartient à :

- a) deux ou plusieurs Etats membres, ou
- b) deux ou plusieurs Etats membres et des citoyens ou institutions de la Communauté, ou des ressortissants ou personnes morales d'un Etat membre ou, des ressortissants ou personnes morales d'Etats tiers.

2. Toute entreprise sollicitant l'agrément au statut d'Entreprise Communautaire aux termes du présent Protocole doit au préalable être immatriculée dans un Etat membre sous la forme d'une société anonyme ou d'une entreprise inter-étatique.

## ARTICLE 3

### *Conditions d'agrément au statut d'entreprise communautaire*

1. Une Entreprise peut être agréée au statut d'Entreprise Communautaire lorsque, présentant les caractéristiques spécifiées à l'Article 2 du présent Protocole, elle remplit en outre les conditions suivantes :

a) (i) en ce qui concerne les Entreprises visées au paragraphe 1 (a) de l'Article 2 ci-dessus, leur capital social appartient entièrement à deux ou plusieurs Etats membres, ou

(ii) en ce qui concerne les Entreprises visées au paragraphe 1 (b) de l'Article 2 ci-dessus, 51% au moins de leur capital social appartiennent à deux ou plusieurs Etats membres, et des citoyens ou institutions de la Communauté, ou des ressortissants ou personnes morales d'un Etat membre, ou des ressortissants ou personnes morales d'Etat tiers, et

b) conformément aux dispositions de l'Article 4 de la Décision A/DEC.1/5/83 de la Conférence,

i) leur capital social est d'au moins un million cinq cent mille (1 500 000) unités de compte avec un niveau d'investissement de six millions (6 000 000) d'unités de compte pour les Etats membres suivants : Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Burkina-Faso, Mali, Mauritanie et Niger, ou

ii) leur capital social est d'au moins deux millions (2 000 000) d'unités de compte avec un niveau d'investissement de huit millions (8 000 000) d'unités de compte pour les Etats membres suivants : Bénin, Guinée, Libéria, Sierra-Léon et Togo, ou

iii) leur capital social est d'au moins deux millions cinq cent mille (2 500 000) unités de compte avec un niveau d'investissement de dix millions (10 000 000) d'unités de compte pour les Etats membres suivants : Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria et Sénégal, et

c) le Président et la majorité des membres de leur Conseil d'Administration sont des citoyens de la Communauté ; et

d) leurs activités s'étendent à deux ou plusieurs Etats membres avec pour objectif de favoriser par la complémentarité l'intégration économique de la Communauté ; et

e) leur siège social est situé dans un Etat membre et

f) leurs objectifs sont conformes à la politique et aux programmes de développement de la Communauté ainsi que le Conseil pourra les définir ; et

g) leur fonctionnement ne porte pas atteinte aux intérêts des entreprises nationales des Etats membres ; et

h) toutes leurs actions sont souscrites et confèrent les mêmes droits ; et

i) en ce qui concerne les entreprises industrielles, leurs produits doivent remplir les conditions édictées par le Protocole relatif à la notion de produits originaires des Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, à l'exception des dispositions relatives à la participation des nationaux au capital social.

2. Nonobstant les dispositions du présent Protocole, aucune entreprise Communautaire ne peut être grée au statut d'Entreprise Communautaire si ses activités consistent ou consisteront uniquement à acheter des marchandises pour les revendre sans processus de production.

## ARTICLE 4

### *Critères supplémentaires d'agrément au statut d'entreprise communautaire*

Outre les conditions prévues à l'Article 3 du présent Protocole, la Commission d'Agrément, avant de recommander l'agrément d'une entreprise au statut d'Entreprise Communautaire tiendra compte selon la nature des activités de l'entreprise, de son aptitude à contribuer aux objectifs suivants :

a) le développement de la Communauté en général et des Etats les moins industriellement développés en particulier ;

b) la promotion de la diversification des activités économiques au sein de la Communauté ;

c) l'utilisation rationnelle des ressources des Etats membres et de leur potentiel économique ;

d) la création et le développement d'emplois nouveaux à l'intérieur de la Communauté pour les ressortissants des Etats membres ;

e) l'amélioration des possibilités d'accès des Etats membres aux marchés internationaux des capitaux ;

f) l'élaboration de programme de formation adéquate pour les ressortissants des Etats membres dans les domaines de l'administration, de la technique, de la gestion et de toutes autres spécialités afin de leur assurer connaissance et expérience dans la gestion de l'Entreprise ;

g) la promotion et le développement de la technologie locale, le transfert et l'adaptation des technologies importées ;



h) l'amélioration des balances de paiement des Etats membres par la réduction substantielle des importations en provenance des Etats tiers, le développement des échanges intra-communautaires et des exportations vers les Etats tiers ;

i) l'installation des dispositifs efficaces propres à la protection de l'environnement et au contrôle de la population, et tendant à la restauration de l'environnement dans son état antérieur ou le plus proche possible de cet Etat.

## ARTICLE 5

### *Demande d'agrément*

1. Toute demande d'agrément d'une entreprise au statut d'Entreprise Communautaire doit être faite par écrit et préalablement soumise pour parrainage à l'Etat membre d'implantation. Copie de cette demande sera envoyée par l'Entreprise requérante au Secrétariat Exécutif pour information.

2. L'Etat membre en accuse réception et fait connaître à l'entreprise requérante et au Secrétariat Exécutif sa décision dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de ladite demande.

3. Une entreprise, parrainée par un Etat membre doit soumettre sa demande par le canal dudit Etat membre en trente (30) exemplaires en français et vingt (20) exemplaires en anglais au Secrétariat Exécutif qui accusera réception de la demande à l'entreprise requérante et à l'Etat membre concerné.

## ARTICLE 6

### *Eléments constitutifs du dossier d'agrément*

1. Toute demande d'agrément devra être accompagnée d'une description détaillée de la nature de l'entreprise et d'une copie de ses statuts ou de tout autre document équivalent.

2. Les pièces requises aux termes du paragraphe 1 du présent Article comprendront notamment :

a) la raison sociale et l'adresse de l'entreprise à agréer ;

b) une attestation d'immatriculation et une attestation du taux de participation de chaque actionnaire ;

c) la liste et les nationalités des actionnaires ;

d) les noms et les nationalités des membres du Conseil d'Administration ;

e) les produits fabriqués ou à fabriquer ; les services fournis ou à fournir ;

f) le montant des investissements présents et futurs et le plan de financement indiquant le montant des sommes à investir dans la monnaie locale et en devises étrangères ;

g) la date de commencement des travaux de construction ;

h) la date de commencement des activités communautaires de l'entreprise ou celle de la fabrication des produits spécifiés en quantité marchande ;

i) la ou les localités où l'entreprise envisage de s'implanter après son agrément au statut d'Entreprise Communautaire ;

j) une étude de faisabilité détaillée des opérations à entreprendre, qui comprendra selon les cas :

(i) une estimation détaillée et une description des besoins en investissement avec description et analyse des marchés visés, des capitaux, des factures de production et de l'importance de la main-d'œuvre, singulièrement du personnel originaire d'Etats tiers ;

(ii) un plan de production indiquant le volume annuel, la valeur de la production et les possibilités de développement ;

(iii) un inventaire détaillé en valeur ainsi que l'origine des installations, machines, pièces détachées et de tout autre équipement nécessaire à l'implantation et au fonctionnement de l'entreprise après son agrément, l'origine des sources d'approvisionnement, la structure des prix des produits à fabriquer et le compte d'exploitation prévisionnel sur dix (10) ans ainsi qu'un tableau de cash-flow ;

iv) les prévisions d'exploitations vers les Etats tiers ;

v) l'incidence de la production sur les échanges à l'intérieur de la Communauté ;

vi) un inventaire détaillé en volume et en valeur ainsi que l'origine des importations annuelles de matières premières et de produits semi-finis nécessaires aux activités de l'entreprise après son agrément ;

vii) un programme de recrutement et de formation des travailleurs citoyens de la Communauté leur permettant d'acquérir les connaissances nécessaires et prévoyant les délais au terme desquels la relève du personnel originaire des Etats tiers devra s'effectuer.

## ARTICLE 7

### *Procédure de demande d'agrément*

1. A la réception de la demande d'agrément prévue au paragraphe 3 de l'Article 5 du présent Protocole, le Secrétariat Exécutif :

a) en accuse réception et détermine le délai nécessaire pour l'évaluation de la demande qui ne doit pas excéder six (6) mois. Le Secrétariat Exécutif peut, au cours de l'évaluation de la demande, requérir du demandeur des renseignements supplémentaires et fixer une date limite qui ne saurait excéder six (6) mois, pour la communication de ces renseignements ;

b) en envoie une copie à tous les Etats membres ;

c) publie un extrait de la demande au Journal Officiel de la Communauté et le fait publier dans les Journaux Officiels des Etats membres.

2. Chaque Etat membre accuse réception de la demande et fait parvenir au Secrétariat Exécutif ses observations dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de publication de la demande au Journal Officiel de la Communauté.

3. Trois (3) mois après la publication d'une demande d'agrément au Journal Officiel de la Communauté, le Secrétariat Exécutif transmet la demande et tous les documents y afférents accompagnés de toutes les observations recueillies des Etats membres pour étude et recommandations à la Commission d'Agrément, prévue au présent Protocole.

4. Le Secrétariat Exécutif transmet les recommandations de la Commission d'Agrément à la prochaine réunion du Conseil pour décision.

5. La décision du Conseil est publiée au Journal Officiel de la Communauté et communiquée sans délai aux Etats membres qui doivent la faire publier dans leurs Journaux Officiels.

## ARTICLE 8

### *Procédure d'opposition*

1. Tout Etat membre désirant faire opposition à l'agrément d'une entreprise au statut d'Entreprise Communautaire, doit faire parvenir par écrit au Secrétariat Exécutif les motifs et les justifications de son opposition dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de publication de la demande au Journal Officiel de la Communauté.

2. Toute personne physique ou morale établie ou domiciliée dans les Etats membres et désirant faire opposition à l'agrément d'une entreprise au statut d'Entreprise Communautaire doit dans le délai fixé au paragraphe 1 ci-dessus, faire parvenir par écrit les motifs et justifications de son opposition au Secrétariat Exécutif par l'intermédiaire des Etats membres concernés.

3. A la réception d'une opposition, le Secrétariat Exécutif instruit le dossier, puis le soumet avec ses observations à la Commission d'Agrément pour recommandations et le transmet au Conseil pour décision.

## ARTICLE 9

### *Contrat d'agrément*

1. Lorsque le Conseil a décidé d'agréer une entreprise au statut d'Entreprise Communautaire, le Secrétariat Exécutif signe avec elle au nom et pour le compte de la Communauté un contrat ci-après dénommé «Contrat d'Agrément» suivant le modèle annexé au présent Protocole.

2. La durée du Contrat d'Agrément sera fixé par le Conseil sur recommandation de la Commission d'Agrément en fonction de la taille et de la nature de l'entreprise agréée.

3. Le Contrat d'Agrément sera régi par les dispositions du présent Protocole.

## ARTICLE 10

### *Rôle du Secrétariat Exécutif*

Le Secrétariat Exécutif :

a) reçoit et évalue toutes les demandes d'agrément au statut d'Entreprise Communautaire, les soumet à la Commission d'Agrément pour étude et recommandations et au Conseil pour décision ;

b) tient registre des Entreprises Communautaires et perçoit sur chaque Entreprise Communautaire, une redevance d'immatriculation fixée par le Conseil ;

c) veille, en collaboration avec les Etats membres, conformément aux dispositions de l'Article 6, paragraphe 2 (j) (viii) du présent Protocole, à l'application du programme de formation professionnelle des Entreprises Communautaires ;

d) surveille en collaboration avec les Etats membres, les effets des avantages accordés aux Entreprises Communautaires aux termes du présent Protocole et fait des recommandations aux Conseils sur la performance desdites Entreprises ;

e) informe le Conseil de toute modification qui interviendrait dans la composition du Conseil d'Administration ou dans le contrôle de l'Entreprise Communautaire ;

f) examine dans les meilleurs délais, tout grief ou toute objection reçus concernant un Contrat d'Agrément, la performance et la conduite d'une Entreprise Communautaire après démarrage de ses activités et les soumet à la Commission d'Agrément ;

g) veille à l'application du Contrat d'Agrément et généralement à la mise en œuvre et à l'application des dispositions du présent Protocole ;

h) assiste les Entreprises Communautaires dans leurs négociations avec les Etats membres en vue de bénéficier du régime fiscal le plus favorable, des membres d'incitation et des privilèges en vigueur dans les Etats membres concernés.

## ARTICLE 11

### *La Commission d'Agrément*

1. Il est créé une Commission d'Agrément composée d'un représentant de chaque Etat membre, qui peut être assisté de conseillers.

2. La Commission d'Agrément a pour mandat :

a) d'étudier toute demande d'agrément au statut d'Entreprise Communautaire que lui soumet le Secrétariat Exécutif et de faire des recommandations au Conseil ;

b) de régler toute objection ou tout grief concernant un Contrat d'Agrément, la performance et la conduite d'une Entreprise Communautaire.

## ARTICLE 12

### *Rôle du Conseil*

Le Conseil a pour mandat :

a) d'agréer les entreprises au statut d'entreprise Communautaire conformément aux dispositions du présent Protocole ;

b) de déterminer le taux et l'assiette de la Taxe Communautaire tels qu'ils sont prévus au paragraphe 1 de l'Article 14 du présent Protocole ;

c) d'approuver l'utilisation des recettes provenant de la Taxe Communautaire telle que prévu au paragraphe 3 de l'Article 14 du présent Protocole ;

d) de prononcer la suspension ou l'annulation de tout Contrat d'Agrément lorsque l'Entreprise Communautaire ne respecte pas les dispositions du présent Protocole ;

e) de fixer le montant de la redevance d'immatriculation des Entreprises Communautaires prévue au paragraphe (b) de l'Article 10 du présent Protocole.

## ARTICLE 13

### *Obligations des entreprises communautaires*

1. Toutes les entreprises agréées au statut d'Entreprise Communautaire aux termes des dispositions du présent Protocole, doivent :



a) soumettre un rapport d'activités, un bilan annuel et un rapport des Commissaires aux Comptes aux Autorités compétentes des Etats membres concernés avec copies au Secrétariat Exécutif ;

b) fournir aux autorités compétentes des Etats membres et au Secrétariat Exécutif toutes informations relatives à l'application des conditions d'octroi de tout permis et au niveau d'utilisation des avantages et permis octroyés ;

c) offrir des services ou produits de bonne qualité à des prix compétitifs et en qualité suffisante ;

d) informer le Secrétariat Exécutif de toute déviation éventuelle, ou toute difficulté rencontrée dans l'application des termes du Contrat d'Agrément afin de permettre tout ajustement nécessaire entre les parties au Contrat d'Agrément ;

e) se soumettre à toutes vérifications de comptes demandées par le Secrétariat Exécutif en collaboration avec les autorités compétentes de l'Etat membre d'implantation en vue de contrôler le respect des termes du Contrat d'Agrément ;

f) se conformer à toutes autres conditions pouvant être fixées par le conseil ;

g) coopérer étroitement avec les agents et les représentants du Secrétariat Exécutif et ceux des Etats membres à toutes fins utiles ;

h) ne fixer ni modifier le prix de ses produits sans l'accord préalable du Secrétariat Exécutif et des autorités compétentes de l'Etat membre d'implantation.

2. Tous les actionnaires de l'Entreprise Communautaire doivent être en mesure de prendre part au vote et d'être tenus informés des activités de l'entreprise.

3. Toutes les transactions relatives aux actions de l'Entreprise Communautaire doivent être soumises à l'approbation du Conseil d'Administration ; elles ne peuvent en aucun cas réduire la part du capital social détenue par les ressortissants, les personnes morales ou les gouvernements des Etats Membres conformément aux dispositions des sous-paragraphes (a) i) et ii) du paragraphe 1 de l'Article 3 du présent Protocole. Les transactions régulièrement effectuées doivent être notifiées au Secrétariat Exécutif.

4. Toutes les décisions relatives à la modification des statuts d'une Entreprise Communautaire notamment l'augmentation et la réduction de son capital, sa dissolution, la nomination ou la démission des membres de son Conseil d'Administration et le transfert du siège social doivent être préalablement portées à la connaissance du Secrétariat Exécutif.

5. Aucune modification des structures de l'Entreprise Communautaire de nature à réduire le contrôle effectif des citoyens de la Communauté ou des ressortissants des Etats membres sur la gestion de l'entreprise n'est autorisée.

#### ARTICLE 14

##### *Taxe communautaire*

1. En dehors de tous impôts auxquels elle peut être soumise conformément aux législations fiscales de l'Etat membre où elle a établi son siège et des Etats membres où elle a implanté ses agences, filiales ou établissements,

l'Entreprise Communautaire doit verser à la Communauté une Taxe Communautaire annuelle dont le taux et l'assiette seront définis par décision du Conseil en tenant compte du niveau de développement des Etats membres, conformément aux dispositions de l'Article 4 de la décision n° A/DEC1/5/83 de la Conférence.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent Article, le Conseil peut exonérer une Entreprise Communautaire du paiement de la Taxe Communautaire pour telle période et dans tel domaine qu'il déterminera.

3. Les recettes de la Taxe Communautaire en application des dispositions du paragraphe 1 du présent Article seront versées par l'Entreprise Communautaire dans un compte d'Affectation Spéciale du Fonds. L'utilisation de ce compte d'Affectation Spéciale sera déterminée par le Conseil.

4. Les règlements relatifs à l'application du présent Article y compris le calcul de la Taxe Communautaire, les exonérations du paiement ou les paiements différé de la Taxe Communautaire et d'autres charges déductibles, seront pris par le Conseil.

#### ARTICLE 15

##### *Obligations des Etats membres*

1. Chaque Etat membre s'engage à :

a) recevoir, étudier et évaluer toutes demandes d'agrément au statut d'Entreprise Communautaire et à envoyer dans les trois (3) mois les demandes parrainées au Secrétariat Exécutif pour étude ;

b) prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre des dispositions du présent Protocole, à l'exécution des termes de tout Contrat d'Agrément et à l'application de toutes autres dispositions s'y rapportant ;

c) ne prendre aucune mesure d'isocrimatoire ou déraisonnable susceptible d'affecter défavorablement la gestion et l'entretien des Entreprises Communautaires ou l'usage, la jouissance, le développement, la vente, la liquidation ou autres actes de dispositions relatifs à leurs investissements ;

d) aider les Entreprises Communautaires en prenant toutes mesures nécessaires à la promotion de leurs objectifs et opération et visant à faciliter la réalisation desdits objectifs, y compris l'octroi de licences nécessaires d'importation et d'exploitation ;

e) déterminer et approuver le quota du personnel originaire d'Etats tiers demandé par les Entreprises Communautaires et prendre toutes mesures susceptibles de leur faciliter la délivrance des visas d'entrée et de résidence nécessaires ainsi que des permis de travail ;

f) transmettre dans les meilleurs délais au Secrétariat Exécutif tout grief ou toute opposition d'une partie à la demande d'agrément ainsi que toutes observations relatives à la performance ou à la conduite d'une Entreprise Communautaire après le démarrage de ses activités ;

g) indemniser toute Entreprise Communautaire pour les pertes qu'elle aurait subies par suite de l'expropriation ou de la nationalisation par un Etat membre de ses biens ou actions ;

h) n'accorder aucune licence d'importation, aucune exonération de droits à l'importation pour des produits

provenant d'Etats tiers lorsque, de l'avis du Conseil les mêmes produits ou des produits similaires de qualité et de prix compétitifs sont disponibles en quantité suffisante pour satisfaire la demande desdits produits, dans des Entreprises Communautaires et dans d'autres entreprises opérant dans le même secteur de production dans les Etats membres.

2. Tous les actionnaires doivent être en mesure d'exercer tous leurs droits de manière raisonnable, singulièrement celui d'assister aux réunions des organes de l'Entreprise Communautaire.

## ARTICLE 16

### *Avantages, garanties et privilèges normaux des Entreprises Communautaires*

1. Les entreprises agréées au statut d'Entreprise Communautaire conformément aux dispositions du présent Protocole ne peuvent être nationalisées ou faire l'objet d'une expropriation par le gouvernement de l'un quelconque des Etats membres que pour des raisons d'utilité publique et moyennant prompt paiement d'une indemnité juste et équitable.

2. Sous réserve des dispositions du présent Article, les actionnaires d'une Entreprise Communautaire ne peuvent en aucune façon être contraints à céder tout ou partie de leurs parts du capital de l'Entreprise aussi longtemps que cette dernière demeurera agréée au statut d'Entreprise Communautaire.

3. Les avantages accordés à une Entreprise Communautaire aux termes du présent Protocole et notamment du Contrat d'Agrément, ne peuvent faire l'objet d'aucune restriction, sauf dans les cas prévus à l'article 21 du présent Protocole.

4. Les Entreprises Communautaires ont la personnalité morale et la capacité juridique dans tous les Etats membres. Elles y jouissent des droits, des privilèges et des mesures d'incitation en matière industrielle, financière et autres, tels qu'ils résultent de leurs négociations avec les autorités compétentes et conformément aux législations des Etats membres concernés.

5. Sous réserve des législations et des conditions économiques des Etats membres, les privilèges et avantages suivants peuvent être accordés à une Entreprise Communautaire par négociation avec l'Etat membre concerné ;

i) le transfert des fonds pour les paiements à effectuer dans le cadre normal des transactions commerciales ;

ii) le transfert du capital y compris les intérêts et les dividendes dans les pays d'origine des actionnaires et des créanciers de l'Entreprise Communautaire en cas de cession ou de liquidation de cette dernière ;

iii) le transfert des bénéfices conformément aux termes des négociations menées avec l'Etat membre concerné, du pays où l'Entreprise Communautaire a son principal établissement, sous réserve des retenues nécessaires au réinvestissement, à l'entretien et à l'amortissement des installations ainsi qu'au paiement de toutes taxes dues par l'Entreprise Communautaire ;

iv) le transfert en vue du paiement du principal, des intérêts et de toutes autres charges financières lorsqu'un prêt a été accordé à l'Entreprise Communautaire

par un non-résident conformément aux conditions du contrat dudit prêt ;

v) le transfert des honoraires et autres charges supportés par l'Entreprise Communautaire dans le cadre de ses opérations ordinaires en dehors du lieu principal de ses activités ;

vi) l'entrée sur le territoire des Etats membres du personnel technique et de direction originaire d'Etats tiers requis pour occuper un emploi dans l'Entreprise Communautaire lorsqu'une telle main-d'œuvre n'est pas disponible au sein de la Communauté.

6. Les facilités raisonnables seront accordées aux membres du personnel de l'Entreprise Communautaire par les autorités financières des Etats membres concernés en vue du transfert à l'étranger des fonds nécessaires aux besoins de leurs familles et à la satisfaction d'autres obligations contractuelles telles que primes d'assurance et toutes contributions aux caisses de prévoyance et de retraite.

7. Les dividendes versés aux personnes physiques et morales actionnaires des Entreprises Communautaires domiciliées ou non dans l'Etat membre d'implantation peuvent être exonéré de l'impôt sur le revenu mobilier.

## ARTICLE 17

### *Avantages, garanties et privilèges spéciaux*

1. Les dispositions du présent Article ne s'appliquent qu'aux Entreprises Communautaires visées aux sous-paragraphes (a) et (b) du paragraphe 1 de l'Article 2 du présent Protocole.

2. Un Contrat d'Agrément peut, sans porter préjudice aux droits des produits bénéficiant déjà du traitement tarifaire communautaire, disposer exceptionnellement qu'aucun autre Contrat d'Agrément ne peut être accordé aux termes du présent Protocole pour la même activité industrielle ou économique.

3. Lorsqu'une Entreprise Communautaire jouit déjà des avantages prévus au paragraphe 2 du présent Article,

a) les produits de cette Entreprise ne feront l'objet d'aucune forme de restriction ou de barrière tarifaire ou non tarifaire, sauf dans les cas prévus par les dispositions de l'Article 26 du Traité ;

b) un produit identique ou similaire au produit de cette Entreprise peut être importé exceptionnellement dans la Communauté ou exonéré des droits à l'importation lorsque, de l'avis du Conseil, le produit de cette Entreprise est quantitativement ou qualitativement insuffisant pour satisfaire la demande du produit ou d'un produit similaire à un prix compétitif.

4. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 (b) du présent Article sont exceptionnelles. Elles ne peuvent s'appliquer que pour une période déterminée et une région définie par le Conseil et pour une Entreprise Communautaire opérant dans un secteur prioritaire ou introduisant une nouvelle activité industrielle ou économique au sein de la Communauté sans porter atteinte à son équilibre économique.

## ARTICLE 18

### *indemnisation*

1. Aux fins de l'application des dispositions de l'article 15.1 - (g) du présent Protocole, l'actif et le passif

de l'Entreprise Communautaire seront évalués conformément à la réglementation en vigueur dans les Etats membres concernés.

2. Le montant de l'indemnisation sera versé à l'Entreprise Communautaire dans les meilleurs délais et dans la monnaie de l'investissement initial ou en monnaie convertible aussitôt qu'il aura été déterminé conformément aux dispositions du présent Article.

3. Tout différend relatif au montant de l'indemnité dû ou à la méthode d'évaluation utilisée ou encore à tout autre aspect de l'indemnisation, sera résolu conformément aux dispositions de l'Article 22 du présent Protocole.

4. Aucune Entreprise Communautaire ne peut se prévaloir des dispositions du présent Article pour amoindrir ou augmenter le montant des pertes qu'elle a subies.

### ARTICLE 19

#### *Demande d'indemnisation*

L'Entreprise Communautaire ou ses actionnaires dont les biens ont été nationalisés et les actionnaires dont les actions ont été expropriées adresseront une demande d'indemnisation aux autorités compétentes de l'Etat membre concerné avec copie au Secrétariat Exécutif. Cette demande faite en trente (30) exemplaires en langue française et vingt (20) en langue anglaise contiendra :

a) les circonstances détaillées de l'expropriation ou de la nationalisation ;

b) un rapport d'évaluation des investissements ayant fait l'objet d'une expropriation ou d'une nationalisation ;

c) les documents pertinents relatifs à l'expropriation ou à la nationalisation.

2. Le Secrétariat Exécutif transmet sans délai à tous les Etats membres copies de la demande d'indemnisation.

3. Le Secrétaire Exécutif doit, dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la copie de la demande d'indemnisation, se mettre en rapport avec les Autorités compétentes de l'Etat membre concerné en vue de parvenir à un règlement amiable.

4. Si le conflit n'est pas réglé à l'amiable dans les six (6) mois, le Secrétariat Exécutif le soumet au Conseil.

5. Le montant de l'indemnité est libellé et versé dans la même monnaie que celle investie ou en monnaie convertible.

### ARTICLE 20

#### *Incessibilité du Contrat d'Agrément*

Les Contrats d'Agrément accordés aux termes des dispositions du présent Protocole ne sont pas cessibles.

### ARTICLE 21

#### *Violation, abrogation, suspension, annulation et résiliation du Contrat d'Agrément*

1. Le Conseil peut abroger immédiatement et sans préavis sa décision d'agréer une entreprise au statut d'Entreprise Communautaire ou prononcer la suspension ou l'annulation immédiate d'un Contrat d'Agrément en cas de violation des dispositions du présent Protocole ou des termes du Contrat d'Agrément.

L'abrogation ou l'annulation rétroagit à la date de la décision d'octroi de l'agréement au statut d'Entreprise Communautaire.

2. Le Conseil peut prendre les décisions visées au paragraphe 1 du présent Article pour l'une des causes suivantes :

a) l'Entreprise Communautaire a fait usage de faux, une fausse déclaration ou commis tout autre acte illicite, omis, délibérément ou par négligence de faire état de certains faits matériels survenus avant l'agréement de l'entreprise au Statut d'Entreprise Communautaire ;

b) l'Entreprise Communautaire n'a pas été capable d'entreprendre ses activités de manière à justifier l'octroi du statut d'Entreprise Communautaire ;

c) l'Entreprise Communautaire a abusé des exonérations des droits à l'importation qui lui ont été accordées ;

d) l'Entreprise Communautaire s'est rendue coupable de tout autre acte ou omission constituant une violation du Contrat d'Agrément.

3. Aux termes du présent article, l'expression « fait matériel » mentionnée au paragraphe 2 (a) ci-dessus signifie tout fait qui, s'il avait été connu, aurait empêché la Communauté de conclure un Contrat d'Agrément ou l'aurait amené à conclure un Contrat substantiellement différent.

4. Toute partie au Contrat d'Agrément désireuse de le résilier doit notifier son intention à l'autre partie par un préavis écrit d'un (1) an.

5. La réalisation d'un Contrat d'Agrément ne portera atteinte ni aux actions et projets en cours ni aux droits acquis par les parties pendant sa période de validité.

### ARTICLE 22

#### *Règlement des litiges*

1. Tout différend pouvant surgir entre Etats membres au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Protocole ou d'un Contrat d'Agrément sera réglé conformément à la procédure de règlement des différends prévue par l'Article 56 du Traité.

2. Tout différend pouvant surgir entre la Communauté et une Entreprise Communautaire ou entre un Etat membre et une Entreprise Communautaire au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Protocole ou d'un Contrat d'Agrément doit être porté par les parties à la connaissance du Secrétariat Exécutif et résolu à l'amiable dans un délai de six (6) mois à compter de la date de survenance du différend.

3. Lorsque le différend visé au paragraphe 2 du présent Article ne peut être résolu à l'amiable, chacune des parties au différend en informe le Secrétariat Exécutif et choisit dans un délai de quatre vingt dix (90) jours, un arbitre sur la liste permanente des arbitres du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux investissements ou sur la liste des arbitres de la Communauté dressée de temps en temps par le Secrétariat Exécutif. Les deux arbitres ainsi choisis désigneront dans un délai de trente (30) jours, sur l'une des deux listes précitées, un troisième arbitre pour présider les débats de l'arbitrage. En cas de désaccord entre les deux premiers arbitres quant à la désignation du troisième arbitre, ce dernier sera désigné sur les deux listes susmentionnées, à la diligence de l'une ou l'autre partie, par le Président de la cour Internationale de Justice.

4. Les trois arbitres ainsi désignés se réuniront au siège de la Communauté ou en tout autre ville de la Communauté convenue par les parties.

5. La procédure de l'arbitrage sera déterminée par les arbitres. Toutefois, en cas de désaccord, l'arbitre qui préside les débats est compétent pour régler toutes questions de procédure.

6. Toutes les décisions arbitrales, prises à la majorité sont sans appel et ont force de loi à l'égard des parties.

#### ARTICLE 23

##### *Amendements et révisions*

1. Tout Etat membre peut soumettre au Secrétariat Exécutif des propositions visant à amender ou réviser le présent Protocole.

2. Les dites propositions sont transmises par le Secrétariat Exécutif aux Etats membres dans les trente (30) jours suivant leur réception. Les amendements ou révisions sont examinés par la Conférence à l'expiration du délai préavis de trente (30) jours accordés aux Etats membres.

3. Les amendements au présent Protocole ne porteront pas atteinte aux droits acquis par l'Entreprise Communautaire sur la base des dispositions du présent Protocole avant l'entrée en vigueur desdits amendements.

#### ARTICLE 24

##### *Application*

Les dispositions du présent Protocole :

a) s'appliquent aux Entreprises visées à l'Article 2, paragraphe 1, du présent Protocole, et

b) pourraient s'appliquer aux entreprises à capital social exclusivement privé dans lesquelles des ressortissants ou des personnes morales des Etats membres possèdent au moins soixante dix (70) pour cent du capital social. A cette fin, le Conseil déterminera les règlements d'application des dispositions du présent Protocole aux entreprises mentionnées au présent sous-paragraphe.

#### ARTICLE 25

##### *Entrée en vigueur*

1. Le présent Protocole entrera en vigueur provisoirement dès sa signature par les Chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres et définitivement dès sa ratification par au moins sept (7) Etats signataires conformément aux procédures constitutionnelles en vigueur dans chaque Etat membre.

2. Le présent Protocole et tous les instruments de ratification seront déposés au Secrétariat Exécutif de la Communauté qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats membres, leur notifiera la date de dépôt des instruments de ratification et fera enregistrer le présent Protocole auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine, des Nations Unies et de toutes autres organisations que le Conseil déterminera.

3. Le présent Protocole sera annexé au Traité dont il fera partie intégrante.

*En foi de quoi, nous, chefs d'Etats et de gouvernement de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest, avons signé ce protocole.*

*Fait à Lomé, le 23 novembre 1984 en un seul original en anglais et en français, les deux textes faisant également foi.*

#### ANNEXE

Le présent CONTRAT D'AGREMENT est conclu le ..... 19 ..... à .....

#### ENTRE

La COMMUNAUTE ECONOMIQUE des ETATS de l'AFRIQUE de L'OUEST (ci-après désignés « La Communauté », dont le siège est au 6, King George V. Road, à Lagos, République Fédérale du NIGERIA, représentée par le Secrétaire Exécutif de la Communauté.

#### D'UNE PART

Et l'Entreprise (Raison sociale ..... ) (ci-après désignée « Le Promoteur »), dont le siège est à :

..... immatriculé sous le n° ..... et agréé par décision n° ..... en date du 19 ..... du Conseil des Ministres de la Communauté au statut d'Entreprise Communautaire, représentée par ..... (Noms et qualités)

#### D'AUTRE PART

*Conformément aux dispositions de la communauté relatif aux entreprises communautaires (ci-après désignée « Le protocole »).*

*Les parties contractantes sont convenues de ce qui suit :*

#### ARTICLE PREMIER

##### *Avantages, garanties et privilèges accordés par la Communauté*

Le PROMOTEUR, en qualité d'Entreprise Communautaire pourra jouir des avantages, garanties et privilèges prévus à l'Article 16, et éventuellement de ceux prévus à l'Article 17 du Protocole et qui peuvent être accordés.

#### ARTICLE 2

##### *Obligations du Promoteur*

Le PROMOTEUR accepte et s'engage à entreprendre ses activités conformément aux obligations qui lui incombent aux termes du Protocole et du présent Contrat. Il doit démarrer ses activités le 31 décembre 19 .... au plus tard.

#### ARTICLE 3

##### *Notifications*

Tous les ordres et approbations à donner, toutes les déclarations, notifications et communications à faire, et tous les engagements à prendre aux termes du présent Contrat doivent l'être par écrit. Les parties au présent Contrat ne sont autorisées en aucune circonstance à les donner, faire ou prendre verbalement.

#### ARTICLE 4

##### *Loi du contrat*

La loi régissant le présent Contrat, et à laquelle il est nécessairement conforme, est le Protocole et tous les

règlements et décisions y relatifs. Les questions non expressément réglementées par le Protocole et le présent Contrat relèvent des Statuts du PROMOTEUR et des lois des pays abritant le siège, les établissements et filiales du PROMOTEUR.

#### ARTICLE 5

##### *Décisions relatives aux statuts du promoteur*

Le PROMOTEUR est tenu d'informer préalablement le Secrétariat Exécutif de la Communauté de toute décision de ses administrateurs ou de ses actionnaires pouvant entraîner la modification des dispositions de ses Statuts.

#### ARTICLE 6

##### *Localisation du promoteur*

Le PROMOTEUR a son principal établissement à .....  
 ..... des établissements à .....  
 ..... et des filiales à .....

#### ARTICLE 7

##### *Biens à produire et services à fournir*

Les biens et/ou services qui seront produits et/ou fournis par le PROMOTEUR aux termes du présent Contrat sont :

.....  
 .....

#### ARTICLE 8

##### *Force majeure*

1. Aux termes du présent Contrat on entend par cas de force majeure, tout fait ou événement imprévisible, irrésistible, insurmontable, étranger aux parties qui, intervenant après l'entrée en vigueur du présent Contrat, est de nature à empêcher l'une ou l'autre partie à remplir ses obligations.

2. Chacune des parties au Contrat doit informer l'autre de la survenance d'un cas de force majeure dans les quarante huit (48) heures suivant la date du fait ou de l'événement.

3. La défaillance d'une partie au présent Contrat à remplir ses obligations contractuelles ne sera pas considérée comme un motif mettant fin au Contrat ou de demande de dommages et intérêts, lorsque cette défaillance sera due à un cas de force majeure tel que défini au paragraphe 1 du présent Article, étant entendu que les parties devront prendre toutes les dispositions raisonnables pour réduire les effets d'une telle défaillance ou pour reprendre l'exécution de leurs obligations dans les meilleurs délais.

#### ARTICLE 9

##### *Entrée en vigueur et durée du Contrat*

Le présent Contrat entre en vigueur à compter de sa date de signature pour une période de ..... année (s), sous réserve de révision après les .... premières années.

#### ARTICLE 10

##### *Respect des lois nationales*

1. Le PROMOTEUR doit se conformer strictement aux lois et règlements en vigueur dans les Etats membres.

2. L'octroi au PROMOTEUR d'une mesure d'incitation à l'investissement ou d'un régime favorable de code d'investissement en application des lois et règlements fiscaux en vigueur dans les Etats membres ne le dispense pas de la responsabilité qui lui incombe pour toute action ou omission ou de toute obligation qu'il devait remplir aux termes des lois fiscales desdits Etats membres, pourvu que leur respect ne soit pas contraire aux dispositions du Protocole et du présent Contrat.

#### ARTICLE 11

##### *Amendements et révisions*

Le présent Contrat peut être amendé ou révisé par les parties à l'expiration du délai prévu à l'Article 9 ci-dessus. La partie désirant amender ou réviser le présent Contrat devra notifier ses propositions écrites qui seront discutées d'accord-parties dans les six (6) mois suivant la date de notification.

#### ARTICLE 12

##### *Résiliation, suspension et annulation du contrat*

1. Le présent Contrat peut être résilié à tout moment par chacune des parties, sous réserve d'un préavis d'un (1) an notifié à l'autre partie.

2. La réalisation du présent Contrat ne portera atteinte ni aux actions ou projets entrepris, ni aux droits acquis par les parties pendant sa période de validité.

3. Le présent Contrat peut être suspendu ou annulé immédiatement et sans préavis par le Conseil des Ministres de la Communauté dans les conditions prévues à l'Article 21 du Protocole.

#### ARTICLE 13

##### *Dispositions diverses*

Les obligations, les cas de violation du présent Contrat, le règlement des différends et toutes autres questions non expressément couvertes par le présent Contrat sont régis par les dispositions du Protocole.

#### ARTICLE 14

##### *Annexes*

Les documents suivants sont annexés au présent Contrat.

a) Le Protocole

b) Les Statuts du Promoteur et tous autres documents le concernant.

Fait à ..... les jours, mois et an ci-dessus mentionnés en un seul original en français et en anglais, les deux textes faisant également foi.

Pour la Communauté  
 Economique des Etats  
 de l'Afrique de l'Ouest  
 (Nom, fonction et  
 signature)

Pour le Promoteur ....  
 .....  
 .....  
 (Nom, fonction et  
 signature)

En foi de quoi, nous chefs d'Etat et de gouvernement de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest avons signé le présent protocole.

Fait à Lomé le 23 novembre 1984 en un seul original en anglais et en français, les deux textes faisant également foi.



.....  
 S.E. Le Général de Brigade  
 Mathieu KEREKOU  
 Président de la République  
 Populaire du Bénin

.....  
 S.E. Le Capitaine Thomas SANKARA  
 Président de Faso

.....  
 S.E. Dr. Pedro Verona PIRES  
 Premier Ministre  
 Pour et par ordre du  
 Président de la République  
 du Cap-Vert

.....  
 S.E. Félix HOUPHOUET-BOIGNY  
 Président de la République de  
 Côte d'Ivoire

.....  
 S.E. Dr. Momodu S.K. MANNEH  
 Ministre de la Planification  
 Economique  
 Pour et par ordre du Président  
 de la République de Gambie

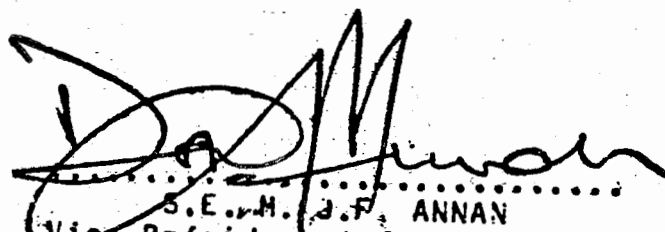
.....  
 S.E. Le Commandant en Chef  
 Samuel Kanyon DOE  
 Président de la République  
 du Libéria


.....  
 S.E. M. Oumar COULIBALY  
 Ministre d'Etat chargé de  
 l'Economie et du Plan  
 Pour et par ordre du Président  
 de la République du Mali

.....  
 S.E. M. Sidi Ould Ahmed DEYA  
 Pour et par ordre du Président  
 de la République Islamique de  
 Mauritanie

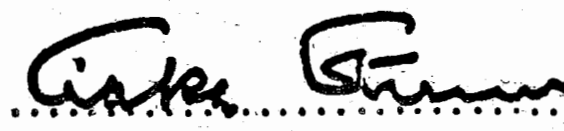
.....  
 S.E. Le Major Général  
 Muhammadu BUHARI  
 Président de la République  
 Fédérale du Nigéria


.....  
 S.E. M. Abdou DIOUF  
 Président de la République  
 du Sénégal

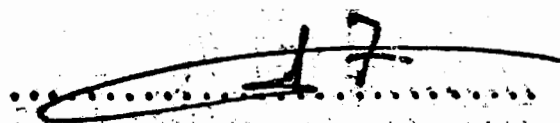
  
 .....  
 S.E. M. J. F. ANNAN  
 Vice-Président du Conseil Provisoire  
 de Défense Nationale  
 Pour et par ordre du Président de  
 la République de Ghana

  
 .....  
 S.E. Le Colonel Seyni KOUNCHOU  
 Président de la République  
 du Niger

  
 .....  
 S.E. Le Colonel Lansana CONTE  
 Président de la République  
 de Guinée

  
 .....  
 S.E. Dr. Siaka STEVENS  
 Président de la République  
 de Sierra Leone

  
 .....  
 S.E. Le Général de Brigade  
 José Bernardo VIEIRA  
 Président de la République  
 de Guinée-Bissau

  
 .....  
 S.E. Le Général Gnassingbé EYADEMA  
 Président de la République  
 Togolaise

Décret N° 88-108 du 20 juin 1988 ordonnant la publication du protocole additionnel portant code de conduite pour l'application du protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, signé à Lomé le 6 juillet 1985.

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu la constitution spécialement en ses articles 15 et 43 ;

Vu la loi n° 87-19 du 22 décembre 1987 autorisant la ratification du protocole additionnel portant code de conduite pour l'application du protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, signé à Lomé le 6 juillet 1985,

#### DECRETE ;

Article premier — Le protocole additionnel portant code de conduite pour l'application du protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, signé à Lomé le 6 juillet 1985, et dont l'instrument de ratification a été déposé le 31 mars 1988 sera publié au Journal Officiel de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République togolaise.

Lomé, le 20 juin 1988

Général Gnassingbé EYADEMA

Protocole additionnel portant code de conduite pour l'application du protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement

Les hautes parties contractantes

Vu le traité portant création de la CEDEAO notamment en ses articles 2, paragraphe (d) et 27 tel que l'a modifié par la décision A/déc. 8/5/82 du 29 mai 1982 de la conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement ;

Vu le protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement ;

Convaincus que l'application, par tous les Etats membres, des dispositions des textes sur la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux constitue la base fondamentale de l'édification

de la CEDEAO et conditionne le développement harmonieux de toutes les activités économiques, sociales et culturelles au sein de la sous-région pour le bien-être des populations des Etats membres de la communauté ;

Conscients de l'impérieuse nécessité d'établir une coopération étroite et efficace entre les administrations des Etats membres en vue d'une assistance mutuelle administrative entre elles en matière de libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux ;

## TITRE I — DEFINITIONS

### Article 1

Dans le présent Protocole, ainsi que dans les autres Protocoles relatifs à l'exécution des différentes étapes du Protocole sur la libre circulation des personnes, de droit de résidence et d'établissement, on entend par :

- « **Traité** », le Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;
- « **Communauté** », la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;
- « **Etat membre ou Etats membres** », l'Etat membre ou les Etats membres de la Communauté ;
- « **Etat membre ou Etats membres, pays d'origine** », l'Etat membre ou les Etats membres dont est originaire ou ressortissant le migrant ;
- « **Etat membre ou Etats membres, pays d'accueil** », l'Etat membre ou les Etats membres, pays de séjour ou de résidence du migrant ;
- « **Conférence** », la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement créée par l'Article 5 du Traité ;
- « **Secrétaire Exécutif et Secrétariat Exécutif** », — Le Secrétaire Exécutif et le Secrétariat exécutif de la Communauté prévus à l'Article 8 du Traité ;
- « **Citoyen ou citoyens de la Communauté** », tout ressortissant ou ressortissants d'un Etat membre remplissant les conditions fixées par le Protocole A/P. 3/5/82 portant Code de la Citoyenneté de la Communauté ;
- « **Droit de résidence** », le droit reconnu à un citoyen, ressortissant d'un Etat membre de demeurer dans un Etat membre autre que son Etat d'origine et qui lui délivre une Carte ou un Permis de Résident pour y occuper ou non un emploi ;
- « **Résident** », tout citoyen, ressortissant d'un Etat membre auquel est conféré le droit de résidence ;
- « **Droit d'établissement** », le droit reconnu à un citoyen, ressortissant d'un Etat membre, de s'installer ou de s'établir dans un Etat membre autre que son Etat d'origine, d'accéder à des activités économiques, de les exercer ainsi que de constituer et de gérer des entreprises notamment des sociétés dans les conditions définies par la législation de l'Etat membre d'accueil pour ses propres ressortissants ;
- « **Sociétés** » toutes sociétés y compris les sociétés coopératives et toutes autres personnes morales relevant du droit public ou privé, à l'exception des sociétés qui ne poursuivent pas de but lucratif ;

- « **Migrant** », le ressortissant d'un Etat membre de la Communauté, qui s'est déplacé de son pays d'origine pour se rendre sur le territoire d'un autre Etat membre de la Communauté ;
- « **Migrant irrégulier** » tout migrant, citoyen de la Communauté qui ne remplit pas les conditions prévues par les dispositions des différents Protocoles relatifs à la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement ;
- « **Administrations compétentes** », les Administrations nationales des Etats membres dont relèvent les questions relatives à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux ;
- « **Droits fondamentaux de l'homme** », les droits reconnus à tout individu par la Déclaration Internationale des Droits de l'Homme dont le texte a été adopté le 10 Décembre 1948 par l'Assemblée Générale des Nations Unies.

## TITRE II

*Du rôle et des obligations des Etats membres, pays d'origine et d'accueil des migrants et de la coopération nécessaire entre les administrations compétentes des Etats membres*

### Article 2

1. Les Etats membres, feront en sorte que leurs ressortissants se rendant sur le territoire d'un autre Etat membre soient en possession des documents de voyage en cours de validité reconnus à l'intérieur de la Communauté.

2. Les Etats membres, sont tenus de mettre en place ou de renforcer les Services administratifs appropriés de manière à fournir aux migrants toutes les informations nécessaires et de nature à leur permettre d'entrer régulièrement sur le territoire de ces Etats.

3. Les Etats membres, dans le but de prévenir les embauches illégales et leurs effets négatifs, prendront toutes les dispositions requises en vue d'exercer un contrôle plus strict sur leurs employeurs.

4. En vue d'une étroite coopération entre les administrations nationales des Etats membres dont relèvent les questions relatives à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux et pour l'harmonisation des techniques et modes d'action, les Etats membres s'obligent à autoriser la tenue de réunions périodiques des responsables nationaux en vue d'échange de renseignements et d'expériences de toute nature.

## TITRE III

*Des droits et obligations des migrants dans les Etats membres, pays d'accueil et des conditions et procédures d'expulsion.*

### Article 3

1. En cas de migration clandestine ou irrégulière, des mesures seront prises tant sur le plan national que le plan communautaire pour garantir aux migrants en situation irrégulière la jouissance ou l'exercice des droits fondamentaux de l'homme qui leur sont reconnus.

2. Les droits fondamentaux de l'homme reconnus au migrant expulsé ou sujet à une mesure en vertu des lois et règlements de l'Etat membre, pays d'accueil, ainsi que les droits qu'il a acquis du fait de son emploi doivent être respectés. Toute mesure d'expulsion sera appliquée d'une manière humaine et sans conséquences dommageables pour sa personne, sa famille, ses droits et ses biens.

3. Toute personne faisant l'objet d'une mesure d'expulsion bénéficie d'un délai raisonnable pour rentrer dans son pays d'origine.

4. Toute mesure d'expulsion, lorsqu'elle est de nature à entraîner la violation des droits fondamentaux de l'homme, est prohibée.

5. En vertu des droits fondamentaux de l'homme reconnus aux migrants clandestins, les Etats membres, pays d'accueil disposeront, en cas d'expulsion, de telle sorte que tous les rapatriements s'opèrent dans le cadre de procédures régulières et sous contrôle.

6. En tant que de besoin, l'expulsion ne doit être envisagée que pour des motifs strictement légaux : en tout état de cause, elle doit être opérée dans le respect de la dignité humaine de l'expulsé.

#### Article 4

Tout migrant, citoyen de la Communauté, se rendant dans un Etat membre autre que son Etat d'origine, désireux d'y résider ou de s'y établir, est tenu de remplir les conditions prescrites par les dispositions des différents protocoles sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement et relatives à son entrée, à sa résidence ou à son établissement.

#### TITRE IV

*Des dispositions à prendre en vue du traitement des migrants irréguliers*

#### Article 5

1. Les Etats membres prendront toutes les mesures appropriées qui sont de nature à permettre ou faciliter la régularisation, si elle est désirée et possible, de la situation des migrants irréguliers.

2. La régularisation de la situation des migrants irréguliers doit se faire dans le cadre des droits définis par les différents protocoles relatifs à la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement et sur la base d'éléments d'appréciation tels que :

- l'existence d'un large consensus politique selon lequel la régularisation est désirable ou nécessaire ;
- l'acceptabilité des éléments par une large fraction de la société ;
- une date limite d'admissibilité ;
- une campagne d'information bien conçue, destinée à l'ensemble de la population et visant à s'assurer sa compréhension et son appui ;
- l'absence de mesures juridiques punitives contre les personnes demandant la régularisation de leur situation.

#### TITRE V

*De la coopération dans le cadre sous-régional pour éviter ou réduire l'afflux des migrants clandestins ou irréguliers*

#### Article 6

1. En vue de réduire aussi bien les facteurs d'attraction que les phénomènes de rejet de la migration clandestine ou irrégulière, les mesures prises à l'échelon national, sous-régional, seront mises en œuvre par voie de coopération bilatérale ou multilatérale.

2. Les Etats membres, pays d'origine et d'accueil des migrants, s'obligent à œuvrer de concert afin de réduire et d'éliminer la migration clandestine ainsi que le trafic illégal de main-d'œuvre.

#### TITRE VI

*De la sauvegarde des biens régulièrement acquis par les migrants, citoyens de la Communauté*

#### Article 7

1. L'Etat membre, pays d'accueil, est tenu de protéger les biens régulièrement acquis et de respecter les droits qui y sont attachés sur son territoire par le migrant, citoyen de la Communauté.

2. Les Etats membres ne prendront vis-à-vis des biens, droits et intérêts légalement acquis ou possédés sur leur territoire, par les citoyens de la Communauté, ressortissants des autres Etats membres, aucune mesure de nature à y porter atteinte qui ne serait pas applicable dans les mêmes conditions à leurs nationaux.

3. Toute mesure d'un Etat membre portant atteinte aux biens et intérêts mobiliers ou immobiliers légalement acquis par le citoyen de la Communauté, ressortissant d'un autre Etat membre, emportera paiement d'une indemnité juste et équitable.

4. Les Etats membres, pays d'accueil ne peuvent édicter, en matière fiscale, aucune mesure de nature à imposer un traitement moins favorable aux migrants citoyens de la Communauté, résidant ou établis sur leur territoire. Cette disposition s'applique aussi bien aux personnes morales qu'aux personnes physiques.

5. Les citoyens de la Communauté, ressortissants d'un Etat membre auront dans les mêmes conditions que les nationaux, sur leur territoire des autres Etats membres, libre accès devant les juridictions de tous ordres, pour la poursuite et la défense de leurs droits.

#### TITRE VII

*Des obligations des Etats membres à fournir des informations au Secrétariat exécutif et aux autres Etats membres en cas de fermeture des frontières par l'un d'entre eux*

#### Article 8

1. Chaque fois qu'un problème de sécurité intérieure imposera le recours à des mesures qui restreignent la mise en application des dispositions du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, l'Etat membre intéressé devra en informer le Secrétariat Exécutif et tous les autres Etats membres dans un délai raisonnable.

2. Chaque fois qu'un Etat membre, pour des questions de sécurité intérieure, jugera nécessaire de fermer ses frontières, il en informera le Secrétariat Exécutif et tous les autres Etats membres, même à posteriori, quels que soient les motifs par lesquels il justifie ces mesures.

## TITRE VIII

*Dispositions diverses*

Tout différend pouvant surgir entre les Etats membres au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent protocole sera réglé conformément à la procédure de règlement des différends prévue par l'article 56 du Traité.

## Article 10

1. Tout Etat membre peut soumettre des propositions en vue de l'amendement ou de la révision du présent protocole.

2. Toutes les propositions sont transmises au Secrétaire Exécutif qui les communique aux Etats membres, dans les trente (30) jours suivant leur réception. Les amendements ou révisions sont examinés par la Conférence à l'expiration du délai de préavis de trente (30) jours accordé aux Etats membres.

## TITRE IX

*Dépôt et entrée en vigueur*

## Article 11

1. Le présent Protocole entrera en vigueur à titre

provisoire dès sa signature par les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres et définitivement dès sa ratification par au moins sept (7) Etats signataires conformément aux règles constitutionnelles de chaque Etat membre.

2. Le présent Protocole ainsi que tous les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétariat Exécutif qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats membres ; leur notifiera les dates de dépôt des instruments de ratification et fera enregistrer le présent protocole auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine, de l'Organisation des Nations Unies et de toutes autres Organisations.

3. Le présent Protocole est annexé au Traité dont il fait partie intégrante.

En foi de quoi, nous Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, avons signé le Présent Protocole.

Fait à Lomé ..... 1985 en un seul exemplaire original en français et en anglais, les deux textes faisant également foi.

.....  
S. E. Le Général MATHIEU KERECOU

Président du Comité Central  
du Parti de la Révolution  
Populaire du Bénin, Président  
du Conseil National Exécutif,  
Chef de l'Etat, Président de  
la République

.....  
S. E. Capitaine THOMAS SANKARA

Président du Conseil National  
de la Révolution, Président  
du FASO

.....  
S. E. Le Commandant en Chef

Sammuel Kanyon DOE

Président de la République  
du L I B E R I A

.....  
S. E. Le Général Moussa TRAORE

Président de la République du  
MALI






.....

S. E. Oswaldo Lopez Da Silva

Ministre de l'Economie et des  
Finances

Pour et par ordre du Président  
de la République du CAP VERT

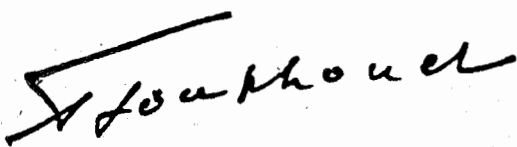


.....

S. E. Lt. Col. Anne Mamadu  
Babaly

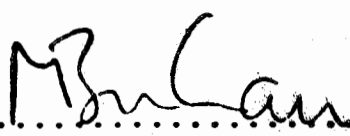
Ministre des Finances et du  
Commerce

Pour et par ordre du Président  
de la République Islamique  
de MAURITANIE.



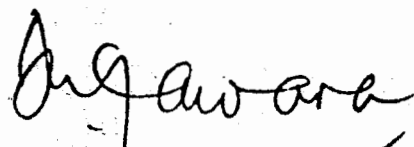
.....

S. E. Félix HOUPHOUET-BOIGNY  
Président de la République de  
COTE D'IVOIRE



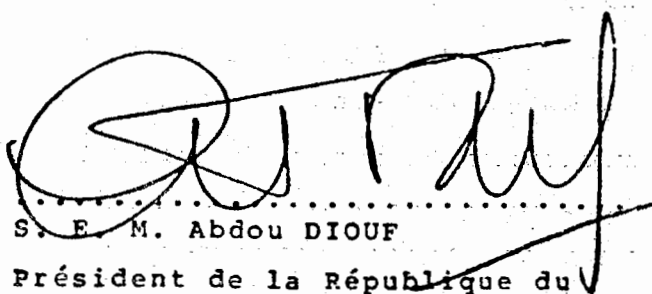
.....

S.E. Le Major Général  
Muhammadu BUHARI  
Président de la République  
Fédérale du NIGERIA



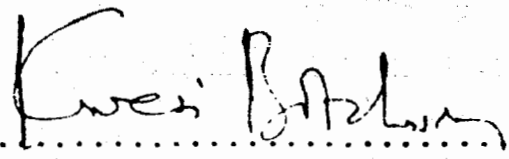
.....

S. E. Dauda JAWARA  
Président de la République  
de GAMBIE



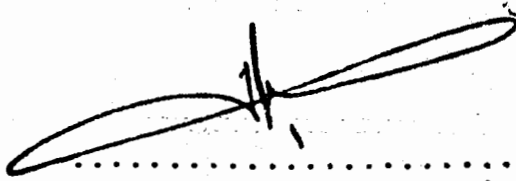
.....

S. E. M. Abdou DIOUF  
Président de la République du  
SENEGAL



.....

S. E. Dr. Kwesi BOTCHWEY  
P N D C Secretary For Finance and  
Economic Planning Pour et par ordre  
du Président de la République du  
GHANA



.....

S. E. Le Colonel Seyni KOUNTCHE  
Président de la République du  
NIGER

.....  
S. E. Le Colonel Lasana CONTE

Président de la République  
de GUINEE

.....  
S. E. Mario CABRAL

Ministre du Commerce et du  
Tourisme  
Pour et par ordre du Président  
de la République de GUINEE-BISSAU

.....  
S. E. Dr. Siaka STEVENS

Président de la République de  
SIERRA LEONE

.....  
S. E. Le Général Gnassingbé EYADEMA  
Président de la République  
Togolaise

**DECRET n° 88-109 du 20 juin 1988 ordonnant la publication de la Convention relative à l'importation temporaire des véhicules de transport de personnes dans les Etats membres de la CEDEAO, signée à Lomé, le 6 juillet 1985.**

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu la constitution spécialement en ses articles 15 et 43 ;

Vu la loi n° 87-20 du 22 décembre 1987 autorisant la ratification de la convention relative à l'importation temporaire des véhicules de transport de personnes dans les Etats membres de la CEDEAO, signée à Lomé le 6 juillet 1985 ;

#### DECRETE :

Article premier — La convention relative à l'importation temporaire des véhicules de transport de personnes dans les Etats membres de la CEDEAO, signée à Lomé le 6 juillet 1985 et dont l'instrument de ratification a été déposé le 31 mars 1988 sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Général Gnassingbé EYADEMA.

Lomé, le 20 juin 1988,

#### CONVENTION RELATIVE A L'IMPORTATION TEMPORAIRE DANS LES ETATS MEMBRES DES VEHICULES DE TRANSPORT DE PERSONNES

LES GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES,

— Vu l'Article 23 du Traité de la CEDEAO,

— Vu l'Article 5 du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement,

— DESIREUX de promouvoir une bonne application du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement signé le 29 Mai 1979 à Dakar, surtout en ce qui concerne la circulation des véhicules de transport de personnes,

— CONSCIENTS de la nécessité de réglementer le séjour temporaire des véhicules de transports de personnes dans les Etats membres et immatriculés dans d'autres Etats membres,

— CONVAINCUS que l'adoption de procédures communes relatives à l'importation temporaire des véhicules de transport de personnes assurera aux systèmes douaniers des Etats membres un plus haut degré d'harmonisation et d'uniformité,

— DECIDENT de conclure entre eux, une Convention relative à l'importation temporaire des véhicules de transport de personnes privés immatriculés dans les Etats membres de la Communauté et conviennent des dispositions suivantes :

#### CHAPITRE PREMIER :

##### DEFINITION

##### Article 1

Aux fins de la présente Convention, on entend par :  
« Communauté », La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

« Etat Membre ou Etats Membres », l'Etat Membre ou les Etats Membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

« Droits et taxes d'entrée », les droits de douane et tous droits et taxes exigibles du fait de l'importation.

« Véhicules », les véhicules de transport de personnes (véhicules routiers à moteur y compris les cycles à moteur) et les remorques (importées avec le véhicule ou séparément), immatriculés dans l'un des Etats membres ainsi que leurs accessoires et équipements normaux importés avec le véhicule).

« Accessoires et équipements normaux », les éléments supposés être livrés avec le véhicule à l'état neuf ;

« Usage privé », utilisation du véhicule à des fins autres que le transport des personnes moyennant rémunération, prime ou autre avantage matériel et autres que le transport industriel ou commercial des marchandises avec sans rémunération ;

« Usage commercial », utilisation du véhicule pour le transport de personnes moyennant rémunération, prime ou autre avantage matériel dans son pays d'immatriculation ;

« Titre d'importation temporaire », le document douanier permettant de constater la garantie ou la consignation des droits et taxes d'entrée ;

« Personnes », les personnes physiques ou morales ;

« Résident », toute personne ayant sa résidence habituelle dans un Etat membre et qui y séjourne plus de six mois par an ou qui y possède, en la dirigeant ou en l'exploitant, une entreprise commerciale ou industrielle permanente, ou y exerce toute autre activité lucrative ;

« Admission temporaire », l'importation en franchise temporaire de tous droits et taxes d'entrée aux conditions fixées par la présente Convention ou par les lois et règlements des pays d'importation ;

« Association ou Organisme émetteur », une association ou un organisme agréé par les autorités compétentes d'un Etat membre pour l'émission des carnets de passage en douane ;

« Association ou Organisme garant », une association ou un organisme agréé par les autorités douanières d'un Etat membre pour assurer la garantie droits et taxes et des autres sommes exigibles en cas de non observation des conditions fixées pour l'admission temporaire des véhicules dans le territoire de cet Etat membre.

## CHAPITRE II

### CHAMP D'APPLICATION

#### Article 2

1. Chaque Etat membre de la Communauté admet en franchise temporaire des droits et taxes d'entrée, sans prohibition ni restriction d'importation à charge de réexportation et sous les conditions prévues par la présente Convention, les véhicules de transport de personnes appartenant à des personnes qui ont leur résidence habituelle en dehors de son territoire et qui sont importés pour usage privé ou commercial à l'occasion d'un séjour temporaire, soit par les propriétaires de ces véhicules, soit par d'autres personnes qui ont leur résidence habituelle en dehors de son territoire.

2. Au moment de leur importation, ces véhicules sont placés sous le couvert d'un titre d'importation temporaire garantissant le paiement des droits et taxes d'entrée suspendus et éventuellement des amendes douanières encourues.

#### Article 3

Sont admis en franchise des droits et taxes d'entrée et sans prohibitions ni restrictions d'importation :  
Les combustibles et carburants contenus dans les

réservoirs normaux des voitures importées temporairement, étant entendu que le réservoir normal est celui prévu par le constructeur pour le type de véhicule considéré.

## CHAPITRE III

### EMISSION DES TITRES D'IMPORTATION TEMPORAIRE

#### Article 4

1. Conformément aux garanties et sous les conditions qu'il peut déterminer, chaque Etat membre peut habiliter des associations ou organismes et notamment ceux qui sont affiliés à une organisation internationale à émettre et délivrer les titres d'importation temporaire prévus par la présente Convention.

2. Les titres d'importation temporaire sont valables pour tous les territoires douaniers des Etats membres.

3. Chaque Etat membre accepte, aux lieux et places de ses documents douaniers nationaux, le titre d'importation indiqué à l'Article 5.1 ci-dessous et garantissant le paiement des droits et taxes d'entrée et éventuellement des amendes douanières encourues.

4. a) La durée de validité de ce titre ne peut pas excéder une année à compter du jour de sa délivrance.

b) La durée maximale d'une importation temporaire ne peut excéder (90) quatre-vingt-dix jours pour les véhicules à usage privé et quinze (15) jours pour les véhicules à usage commercial. Toute journée commencée doit être considérée comme une journée entière.

#### Article 5

1. Le titre d'importation temporaire valable pour les territoires douaniers de tous les Etats membres sera désigné sous le nom de « CARNET DE PASSAGES EN DOUANE » et doit être conforme au modèle qui figure en annexe de la présente Convention.

2. L'Association ou l'organisme émetteur d'un Etat membre donné doit indiquer sur la couverture du « CARNET DE PASSAGES EN DOUANE », le nom des quinze (15) autres Etats membres pour lesquels le Carnet est valable ainsi que les Associations ou Organismes garants correspondants dans l'Etat membre d'importation.

3. Chaque Etat membre transmettra aux autres Etats membres et au Secrétariat Exécutif, son modèle de « CARNET DE PASSAGES EN DOUANE ».

## CHAPITRE IV

### INDICATIONS A PORTER SUR LES CARNETS DE PASSAGES EN DOUANE

#### Article 6

1. Les CARNETS DE PASSAGES EN DOUANE délivrés par les Associations ou Organismes autorisés sont établis au nom des personnes propriétaires des véhicules importés temporairement.

2. Le titulaire signe le CARNET DE PASSAGES EN DOUANE au bas de la page deux (2) de la couverture et s'engage à respecter la réglementation en vigueur sur les véhicules dans l'Etat membre d'importation et à réexporter le véhicule dans le délai de validité imparti, sous peine des sanctions prévues par la législation.

tion douanière en vigueur dans l'Etat membre d'accueil, sans préjudice de l'acquittement des droits et taxes dus.

#### Article 7

1. La page deux (2) de la couverture et chaque feuillet du carnet doivent comporter toutes les indications nécessaires à l'identification du véhicule et à la liquidation éventuelle des droits et taxes, à savoir :

- numéro et pays d'immatriculation ;
- marque et type du véhicule, type de carrosserie, numéro dans la série du type, numéro du moteur, cylindrées, et puissance fiscale ;
- couleur du véhicule, garnitures intérieures, nombre de places ou charge utile ;
- appareils radio et autres gadgets ;
- poids net du véhicule en kg et date de première mise en circulation, date de la police d'assurance, valeur du véhicule ;
- nom du propriétaire.

2. En plus de ces indications, doivent figurer sur les feuillets de séjour, le nom et l'adresse de l'Association ou de l'organisme émetteur, le nom du titulaire du Carnet et sa résidence habituelle ou son siège d'exploitation, le nom du conducteur et le numéro de son permis de conduire, la nature, le numéro, la date et le lieu de délivrance de son document de voyage en cours de validité.

#### Article 8

1. Le poids à déclarer sur le CARNET DE PASSAGES EN DOUANE est le poids à vide des véhicules. Il doit être en kilogramme.

2. La valeur à déclarer sur le CARNET DE PASSAGES EN DOUANE doit être exprimée dans la monnaie de l'Etat membre où le Carnet est délivré.

3. Les accessoires et équipements normaux importés avec le véhicule doivent être déclarés sur le CARNET DE PASSAGES EN DOUANE.

#### Article 9

Les véhicules se trouvant sous le couvert de CARNETS DE PASSAGES EN DOUANE peuvent être utilisés, pour leur usage privé, par des tiers dûment autorisés par les titulaires de ces Carnets et ayant leur résidence habituelle en dehors de l'Etat membre d'importation et remplissant les autres conditions prévues par la présente Convention. Les autorités douanières des Etats membres ont le droit d'exiger la preuve que ces personnes ont été dûment autorisées par les titulaires des Carnets et remplissent les conditions précitées.

### CHAPITRE V

#### GARANTIE

#### Article 10

Chaque Association ou Organisme garant assure aux autorités douanières de l'Etat membre dans lequel elle ou il a son siège, le paiement du montant des droits et taxes à l'importation ainsi que les conditions fixées

pour l'importation temporaire des véhicules introduits dans cet Etat sous couvert des CARNETS DE PASSAGES EN DOUANE délivrés par une Association ou Organisme correspondant. Elle ou il est tenu conjointement et solidairement avec les personnes redevables des sommes visées ci-dessus, au paiement de ces sommes.

2. Les autorités douanières ne peuvent exiger, en aucun cas, de l'Association ou de l'Organisme garant, le paiement des sommes visées au paragraphe 1 du présent article, si la réclamation n'a pas été faite à cette Association ou à cet Organisme dans le délai de trois (3) ans à compter de la date de péremption du Carnet.

### CHAPITRE VI

#### CONDITIONS DE L'IMPORTATION TEMPORAIRE

#### Article 11

1. Les véhicules repris sur le CARNET DE PASSAGES EN DOUANE doivent être réexportés à l'identique, compte tenu de l'usure normale, dans le délai de séjour autorisé. Dans le cas de véhicules loués, les autorités douanières ont le droit d'exiger la réexportation du véhicule au moment où le locataire quitte l'Etat membre d'importation temporaire.

2. La preuve de la réexportation est fournie par le visa de sortie apposé régulièrement sur le Carnet par les autorités douanières de l'Etat membre où les véhicules ont été importés temporairement.

#### Article 12

La réexportation des véhicules gravement endommagés n'est pas exigée, pourvu qu'ils soient, suivant ce que les autorités douanières requièrent :

- a) soit soumis aux droits et taxes d'entrée dus en l'état ;
- b) soit abandonné francs de tous frais au Trésor public de l'Etat membre d'importation temporaire ;
- c) soit détruits, sous contrôle officiel, aux frais des intéressés.

#### Article 13

Les véhicules se trouvant dans le territoire de l'un des Etats membres, sous le couvert d'un CARNET DE PASSAGES EN DOUANE, ne peuvent être utilisés, même accessoirement, à des transports s'effectuant contre rémunération, prime ou autre avantage matériel, entre les points se situant à l'intérieur des frontières de ce territoire.

#### Article 14

Les bénéficiaires de l'importation temporaire ont le droit d'importer autant de fois que de besoin, pendant la durée de validité des Carnets, les véhicules repris sur Carnets, sous la réserve de faire constater chaque passage (entrée et sortie), par un visa des agents des douanes intéressés, étant entendu que chaque séjour ne peut excéder les délais autorisés.

## CHAPITRE VII

## PROLONGATION DE LA VALIDITE DES CARNETS DE PASSAGES EN DOUANE ET DES DELAIS DE SEJOUR DES VEHICULES

## Article 15

1. Nonobstant les dispositions de l'article 4, paragraphe 4 (a) ci-dessus, la durée de validité des CARNETS DE PASSAGES EN DOUANE peut être prorogée pour une période maximale d'un an.

2. Chaque Etat membre reconnaît comme valables les prolongations de validité obtenues dans l'un quelconque des autres Etats membres.

## Article 16

Les prolongations de délai nécessaires pour la réexportation des véhicules importés temporairement seront accordés lorsque les intéressés peuvent établir, à la satisfaction des autorités douanières qu'ils sont empêchés, par un cas de force majeure, de réexporter lesdits véhicules dans le délai imparti.

## CHAPITRE VIII

## REGLEMENTATION DES CARNETS DE PASSAGES EN DOUANE

## Article 17

1. La justification de la réexportation des véhicules importés temporairement dans les Etats membres sous le couvert de CARNETS DE PASSAGES EN DOUANE, est faite par le renvoi du volet de sortie au bureau des douanes d'entrée de l'Etat membre d'importation.

2. En cas de destruction, perte ou vol d'un CARNET DE PASSAGES EN DOUANE se rapportant à un véhicule se trouvant dans le territoire d'un des Etats membres, les autorités douanières de cet Etat membre effectueront, à la demande du correspondant de l'association ou de l'organisme intéressé, la prise en charge d'un Carnet de remplacement dont la validité expire à la date d'expiration du Carnet remplacé. Cette prise en charge annule la prise en charge effectuée antérieurement sur le Carnet détruit, perdu ou volé.

3. En cas de destruction, perte ou vol d'un CARNET DE PASSAGES EN DOUANE qui n'a pas été régulièrement déchargé, les autorités douanières acceptent, aux lieu et place dudit Carnet les formalités de réexportation, la présentation d'un certificat délivré par les autorités compétentes.

## Article 18

1. En cas de non réexportation dans les délais impartis des véhicules importés temporairement sous le couvert d'un CARNET DE PASSAGES EN DOUANE, les droits et taxes dus au moment de l'importation seront acquittés d'office nonobstant les sanctions prévues par la législation et la réglementation en vigueur en la matière dans l'Etat membre concerné et dont l'Administration des Douanes est chargée de l'application.

2. Lorsque la preuve de la réexportation des véhicules n'est pas fournie par l'Association garante ou sa corespondante dans un délai de trois ans à partir de la

notification de la non-décharge du CARNET DE PASSAGES EN DOUANE, les droits et taxes deviennent exigibles.

## Article 19

En cas de fraude, de contravention ou d'abus, les Etats membres ont le droit d'intenter, pour recouvrer les droits et taxes d'entrée ainsi que pour imposer les pénalités encourues, des poursuites contre les personnes utilisant les CARNETS DE PASSAGES EN DOUANE objet du litige ou contre les associations garantes.

## CHAPITRE IX

## DISPOSITIONS DIVERSES

## Article 20

La prise en charge du CARNET DE PASSAGES EN DOUANE et les visas y apposés dans les conditions prévues par la présente Convention ne donnent lieu au paiement d'aucune rémunération pour les Services des douanes.

## CHAPITRE X

## DISPOSITIONS FINALES

## Article 21

Tout différend pouvant surgir entre les Etats membres au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention sera réglé conformément à la procédure de règlement des différends prévue par l'Article 56 du Traité.

## Article 22

1. Tout Etat membre peut soumettre des propositions en vue de l'amendement ou de la révision de la présente Convention.

2. Toutes les propositions sont transmises au Secrétaire Exécutif qui les communique aux Etats membres, dans les trente (30) jours suivant leur réception. Les amendements ou révisions sont examinés par la conférence à l'expiration du délai de préavis de trente (30) jours accordé aux Etats membres.

## CHAPITRE XI

## DEPOT ET ENTREE EN VIGUEUR

## Article 23

1. La présente Convention entrera en vigueur à titre provisoire dès sa signature par les Chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres et définitivement dès sa ratification par au moins sept (7) Etats signataires conformément aux règles constitutionnelles de chaque Etat membre.

2. La présente Convention ainsi que tous les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétariat Exécutif qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats membres, leur notifiera les dates de dépôt des instruments de ratification et fera enregistrer la présente Convention auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine, de l'Organisation des Nations Unies et de toutes autres organisations.

3. La présente Convention est annexée au Traité dont elle fait partie intégrante.



En foi de quoi, nous Chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avons signé la présente Convention.

FAIT A LOME LE 6 JUILLET 1985  
EN UN SEUL EXEMPLAIRE ORIGINAL EN FRANÇAIS  
ET EN ANGLAIS, LES DEUX TEXTES FAISANT  
EGALEMENT FOI.

DECRET n° 88-110 du 20 juin 1988 ordonnant la publication du Protocole Additionnel relatif à l'exécution de la deuxième étape (droit de résidence) du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, signé à Abuja le 1er juillet 1986.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu la constitution spécialement en ses articles 15 et 43 ;

Vu la loi n° 87-21 du 22 décembre 1987 autorisant la ratification du protocole additionnel relatif à l'exécution de la deuxième étape (droit de résidence) du protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, signé à Abuja le 1er juillet 1986 ;

## DECRETE :

Article premier — Le protocole additionnel relatif à l'exécution de la deuxième étape (droit de résidence) du protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, signé à Abuja le 1er juillet 1986 et dont l'instrument de ratification a été déposé le 31 mars 1988 sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Art. 2 — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 juin 1988

Général Gnassingbé EYADEMA

## PROTOCOLE ADDITIONNEL RELATIF A L'EXECUTION DE LA DEUXIEME ETAPE (DROIT DE RESIDENCE) DU PROTOCOLE SUR LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES, LE DROIT DE RESIDENCE ET D'ETABLISSEMENT

### PREAMBULE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

— VU l'Article 5 du Traité de la CEDEAO, portant création, composition et fonctions de la Conférences des Chefs d'Etats et de Gouvernement,

— VU le Traité de la CEDEAO, notamment en son Article 27,

— VU le Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement signé à Dakar, le 29 Mai 1979,

— VU la Décision A/DEC 8/5/82 portant modification du paragraphe 1 de l'Article 27 du Traité de la CEDEAO,

— CONSIDERANT que le délai d'exécution de l'Etape 1 du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, qui est effectivement entré en vigueur le 5 Juin 1980, a expiré le 4 Juin 1985,

— CONVAINCUES de la nécessité du passage à la deuxième Etape dudit Protocole qui est relative au droit de résidence, dans la phase actuelle de l'évolution des activités de la CEDEAO,

— Après EXAMEN de la Résolution du Conseil des Ministres y relative, sur recommandation de la Commission technique compétente, au cours de sa quinzième réunion tenue à Lomé du 6 au 17 Mai 1985,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

### Titre Premier

#### DEFINITIONS

##### Article premier

1. Dans le présent Protocole, on entend par :

— « Traité », le Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

— « Communauté », la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

— « Etat Membre ou Etats Membres », l'Etat ou les Etats Membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

— « Etat Membre, pays d'accueil », l'Etat membre ou le pays de séjour ou de résidence du travailleur migrant.

— « Etat Membre, pays d'origine », l'Etat membre ou le pays dont est originaire ou ressortissant le travailleur migrant.

— « Conférence », la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement créée par l'Article 5 du Traité.

— « Secrétaire Exécutif et Secrétariat Exécutif », le Secrétaire Exécutif et le Secrétariat Exécutif de la Communauté Economique prévus à l'Article 8 du Traité.

— « Citoyen ou citoyens de la Communauté », tout ressortissant ou ressortissants d'un Etat membre remplissant les conditions fixées par le Protocole A/P 3/5/82 portant Code de la Citoyenneté de la Communauté.

— « Droit de Résidence », le droit reconnu à un citoyen, ressortissant d'un Etat membre, de demeurer dans un Etat membre autre que son Etat d'origine et qui délivre une CARTE ou un PERMIS DE RESIDENT pour y occuper ou non un emploi.

— « Carte de Résident », ou « Permis de Résident », le titre ou le permis de résidence délivré par les autorités compétentes accordant le droit de résidence sur le territoire d'un Etat membre.

— « Résident », tout citoyen, ressortissant d'un Etat membre auquel est conféré le droit de résidence.

— « Travailleur migrant ou migrant », tout citoyen, ressortissant d'un Etat membre, qui s'est déplacé de son pays d'origine pour se rendre sur le territoire d'un autre Etat membre dont il n'est pas originaire et qui cherche à occuper ou a occupé un emploi.

— « Administrations compétentes ou Services compétents », les Administrations nationales des Etats membres chargées des problèmes d'immigration et d'émigration.

— « Autorité compétente du lieu de résidence », l'Autorité locale habilitée et chargée des problèmes relatifs à la résidence des étrangers sur le territoire de l'Etat membre d'accueil.

— « Droits fondamentaux », les droits reconnus à tout travailleur migrant par le présent Protocole et par les Conventions de l'Organisation Internationale du Travail (O. I. T.) sur la protection des droits des travailleurs migrants.

— « Travailleurs frontaliers », les travailleurs migrants qui, tout en exerçant un emploi dans un Etat membre, maintiennent leur résidence normale dans un Etat voisin, leur pays d'origine, où ils reviennent en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine.

— « Travailleurs saisonniers », les travailleurs migrants qui exercent pour un employeur ou pour leur propre compte, dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants, une activité qui par sa nature, dépend des conditions saisonnières et ne peut donc être exercée que pendant une partie de l'année.

— « Travailleurs itinérants », les travailleurs migrants qui, ayant leur résidence normale dans un Etat membre, doivent, aux fins de leurs activités, se rendre dans un autre Etat membre pour une courte période.

2. Dans le présent Protocole, l'expression « Travailleurs migrants » exclut :

- a) les personnes exerçant des fonctions officielles qui sont employées par des organisations ou des organismes internationaux et les personnes employées par un Etat en dehors de son territoire dont l'admission et le statut sont régis par le droit international général ou par des Accords internationaux ou Conventions internationales spécifiques ;
- b) les personnes exerçant des fonctions officielles qui sont employées pour le compte d'un Etat en dehors de son territoire pour l'exécution de programmes de coopération aux fins de développement convenus avec le pays d'accueil et dont l'admission et le statut sont régis par des Accords internationaux ou Conventions internationales spécifiques ;
- c) les personnes dont les relations de travail avec un employeur n'ont pas été établies dans l'Etat membre d'accueil ;
- d) les personnes dont le revenu principal ne provient pas de l'Etat membre d'accueil ;

- e) les personnes qui deviennent résidentes en qualité d'investisseur d'un pays autre que leur Etat membre d'origine ou qui, dès leur arrivée dans ce pays, exercent une activité économique en qualité d'employeur.

## TITRE II

### DROIT DE RESIDENCE

#### Article 2

Aux fins de l'exécution de la deuxième étape (droit de résidence) du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, chacun des Etats membres reconnaît aux citoyens de la Communauté ressortissants des autres Etats membres, le droit de résidence sur son territoire en vue d'accéder à une activité salariée et de l'exercer.

#### Article 3

Le droit de résidence comporte, sous réserve des limitations justifiées par des motifs d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique, le droit :

- 1°/- de répondre à des emplois effectivement offerts ;
- 2°/- de se déplacer, à cet effet, librement sur le territoire des Etats membres ;
- 3°/- de séjourner et de résider dans un des Etats membres afin d'y exercer un emploi conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant des travailleurs nationaux ;
- 4°/- de demeurer, dans les conditions définies par les dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres d'accueil, sur le territoire d'un Etat membre après y avoir occupé un emploi.

#### Article 4

Les dispositions de l'Article 3 ci-dessus ne sont pas applicables aux emplois dans l'Administration publique des Etats membres à moins que les lois et règlements en vigueur dans ces Etats n'en disposent autrement.

## TITRE III

### CARTE DE RESIDENT OU PERMIS DE RESIDENT

#### Article 5

Les citoyens de la Communauté, ressortissants des Etats membres, admis sans visa sur le territoire d'un Etat membre sont soumis, s'ils désirent résider sur le territoire de cet Etat membre, à la formalité de l'obtention d'une CARTE DE RESIDENT, ou d'un PERMIS DE RESIDENT.

#### Article 6

Le requérant d'une CARTE DE RESIDENT ou d'un PERMIS DE RESIDENT sur le territoire d'un Etat membre, est tenu de déposer à la Direction des Services chargés de l'Immigration et de l'Emigration de l'Etat

membre d'accueil, une demande de délivrance d'une CARTE DE RESIDENT ou d'un PERMIS DE RESIDENT conformément à la réglementation en vigueur dans chaque Etat membre.

#### Article 7

1. La demande est adressée au Ministre compétent de l'Etat membre d'accueil.

2. Il est remis au requérant un récépissé justifiant le dépôt de sa demande et des documents constitutifs de son dossier.

#### Article 8

L'accomplissement des formalités relatives à l'obtention de la CARTE DE RESIDENT ou du PERMIS DE RESIDENT ne peut faire obstacle à la mise en exécution immédiate des contrats de travail conclus par les requérants.

#### Article 9

Dans un délai d'un (1) an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, les lois et règlements régissant les conditions de délivrance de la CARTE DE RESIDENT ou du PERMIS DE RESIDENT, dans les Etats membres feront l'objet d'une mesure d'harmonisation en vue de l'institution d'une CARTE DE RESIDENT de la CEDEAO.

### TITRE IV

#### DISPOSITIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES TRAVAILLEURS FRONTALIERS, SAISONNIERS OU ITINERANTS

#### Article 10

1. Les travailleurs frontaliers, tels qu'ils sont définis à l'Article 1er du présent Protocole, bénéficient de tous les droits auxquels ils peuvent prétendre du fait de leur présence et de leur travail sur le territoire de l'Etat membre d'accueil, à l'exclusion des droits relatifs à la résidence ou qui en découlent.

2. Les travailleurs frontaliers bénéficient du droit de choisir librement leur emploi sous réserve des restrictions mises par l'Etat membre d'accueil à l'accès des travailleurs migrants à des catégories limitées d'emplois, fonctions ou activités, lorsque l'intérêt de l'Etat l'exige.

#### Article 11

Les travailleurs saisonniers, tels qu'ils sont définis à l'Article 1er du présent Protocole, bénéficient de tous les droits auxquels ils peuvent prétendre du fait de leur présence et de leur travail sur le territoire de l'Etat membre d'accueil.

#### Article 12

Les travailleurs itinérants, tels qu'ils sont définis à l'Article 1er du présent Protocole, bénéficient de tous les droits auxquels ils peuvent prétendre du fait de leur présence sur le territoire de l'Etat membre d'accueil, à l'exclusion des droits relatifs à la résidence ou à l'emploi ou qui en découlent.

### TITRE V

#### PROTECTION CONTRE L'EXPULSION COLLECTIVE ET ARBITRAIRE

#### Article 13

1. Les travailleurs migrants et les membres de leurs familles ne peuvent faire l'objet de mesures d'expulsion collective ou massive.

2. Chaque cas d'expulsion sera examiné et tranché sur une base individuelle.

### TITRE VI

#### PROTECTION CONTRE L'EXPULSION INDIVIDUELLE ET RESPECT DES DROITS FONDAMENTAUX DU TRAVAILLEURS MIGRANT

#### Article 14

1. Le travailleur migrant et les membres de sa famille en situation régulière ne peuvent être expulsés de l'Etat membre d'accueil, que :

- a) pour des motifs de sécurité nationale, d'ordre public ou de bonnes mœurs ;
- b) s'ils refusent et après avoir été dûment informés des conséquences d'un tel refus, de se conformer aux prescriptions édictées par une autorité publique médicale à leur égard dans un but de protection de la santé publique ;
- c) si une condition essentielle pour la délivrance ou validité de leur autorisation de séjour ou de leur permis de travail n'est pas remplie ;
- d) conformément à la législation et aux réglementations applicables dans l'Etat membre d'accueil.

2. L'expulsion ne peut résulter que d'une décision judiciaire ou administrative prise ou imposée conformément à la loi et dûment motivée.

3. La décision intervenue doit être notifiée par écrit à l'intéressé, au Gouvernement de son pays d'origine et au Secrétariat Exécutif pour information.

4. Lorsque la mesure d'expulsion est prononcée par une autorité judiciaire ou administrative, l'intéressé peut en faire appel ou en former recours conformément aux lois et règlements en vigueur dans l'Etat membre, pays d'accueil.

L'appel ou le recours suspend l'exécution de la décision à moins que celle-ci ne soit explicitement justifiée par des motifs impératifs de sécurité nationale ou d'ordre public.

Si une décision ayant fait l'objet d'une exécution immédiate est par la suite annulée, l'intéressé a le droit d'en demander réparation conformément à la loi.

5. En cas d'expulsion, l'intéressé bénéficie d'un délai raisonnable lui permettant de percevoir tous salaires ou autres prestations qui lui sont éventuellement dus par son employeur pour régler toutes contributions contractuelles et lorsque des motifs de sécurité personnelle l'exigent pour pouvoir obtenir l'autorisation de se rendre dans un pays autre que son pays d'origine. La situation de famille de l'intéressé est également prise en considération.

6. L'expulsion ou le départ de l'Etat membre d'accueil ne portent pas atteinte, en principe, aux droits acquis, en vertu de la législation, par le travailleur migrant ou un membre de sa famille.

7. En cas d'expulsion, les autorités de l'Etat d'accueil prennent à leur charge les dépenses qui en résultent et s'abstiennent de faire pression sur les intéressés de quelque façon que ce soit pour qu'ils acceptent une procédure simplifiée, comme le « départ volontaire », si ceux-ci ne l'ont pas expressément demandé.

#### Article 15

1. Les autorités consulaires ou diplomatiques de l'Etat membre d'origine ou du pays représentant les intérêts du pays d'origine seront avisées de toute décision d'expulser un travailleur migrant ou un membre de sa famille légalement présent dans l'Etat membre d'accueil, quarante huit (48) heures au moins avant que l'expulsion ne prenne effet.

2. Le travailleur migrant et les membres de sa famille peuvent faire appel à la protection et à l'assistance des autorités consulaires et diplomatiques de leur pays d'origine et recevoir de celles-ci les services d'un Conseil pour leur défense, s'il est porté atteinte aux droits qui leur sont reconnus par le présent Protocole ou que leur confère la législation de l'Etat membre d'accueil.

3. Le travailleur migrant ainsi que les membres de sa famille ont la personnalité juridique.

4. En cas de contestation des droits visés au paragraphe 3 du présent Article, le travailleur peut faire valoir ses prétentions devant un organisme compétent, soit personnellement, soit par ses représentants.

#### Article 16

1. Toute expulsion pour les motifs mentionnés ci-dessus est soumise, conformément aux lois applicables, aux garanties de procédure prévues par les dispositions du présent Protocole.

2. Aucune mesure d'expulsion ne peut être exécutée sans que tous les droits fondamentaux du travailleur migrant aient été juridiquement préservés.

### TITRE VII

#### TRANSFERT D'ECONOMIES

##### Article 17

1. Chacun des Etats membres permet, selon les modalités fixées par sa législation, le transfert de tout ou une partie des gains et des économies des travailleurs migrants que ceux-ci désirent transférer.

Cette disposition s'applique également au transfert des sommes dues par les travailleurs migrants au titre d'une obligation alimentaire. Le transfert des sommes dues par les travailleurs migrants au titre d'une obligation alimentaire ne pourra en aucun cas, être entravé ou empêché.

2. Chacun des Etats membres permet, dans le cadre d'Accords bilatéraux ou par tout autre moyen, le transfert des sommes qui restent dues aux travailleurs migrants lorsque ceux-ci quittent définitivement l'Etat membre d'accueil.

### TITRE VIII

#### COOPERATION ENTRE LES ADMINISTRATIONS COMPETENTES DES ETATS MEMBRES

##### Article 18

Les Administrations compétentes des Etats membres doivent coopérer étroitement les unes avec les autres d'une part, et, avec le Secrétariat Exécutif d'autre part, dans le domaine de la migration des personnes au sein de la Communauté et surtout en ce qui concerne la main-d'œuvre migrante afin :

- d'identifier les types de mouvements migratoires au sein de la Communauté ainsi que les raisons de ces mouvements ;
- 2. d'identifier les types d'emplois qui sont recherchés et la qualification des chercheurs d'emplois ainsi que le coût de la main-d'œuvre dans les Etats membres par échange d'informations entre le Secrétariat Exécutif et chacun des Etats membres ;
- 3. de considérer les organisations syndicales dans chacun des Etats membres et leur attitude vis-à-vis des immigrants cherchant du travail ;
- 4. de suivre les problèmes de la main-d'œuvre migrante ainsi que les types d'industrie ou d'activité qui l'attirent et en informer le Secrétariat Exécutif ;
- 5. de s'efforcer, sur la base de ces échanges d'information concernant la main-d'œuvre migrante, d'harmoniser les politiques d'emploi et de main-d'œuvre dans les Etats membres.

## ARTICLE 19

Tout en étant libres de déterminer les critères autorisant l'admission, le séjour, l'emploi des travailleurs migrants et des membres de leur famille, les Etats membres d'accueil procéderont à des consultations et agiront en collaboration avec les autres Etats intéressés en vue de promouvoir des conditions saines, équitables et humaines en ce qui concerne les migrations légales des travailleurs et de leur famille.

Dans ce cas, compte sera dûment tenu non seulement des besoins et des ressources en main-d'œuvre, mais aussi des conséquences sociales, économiques, culturelles, politiques et autres, tant pour les travailleurs migrants que pour la Communauté et les Etats intéressés.

## ARTICLE 20

Les Etats membres mettront en place des organismes publics appropriés pour s'occuper des problèmes relatifs aux migrations des travailleurs et de leur famille.

Ces organismes seront notamment chargés :

- 1°/- de formuler des politiques concernant ces migrations ;
- 2°/- d'échanger des informations, de procéder à des consultations et de coopérer avec les autorités compétentes des autres Etats membres concernés par ces migrations ;
- 3°/- de fournir des renseignements, en particuliers aux employeurs et à leurs organisations ainsi qu'aux travailleurs, sur les politiques, lois et règlements relatifs aux migrations aux fins d'emploi et les conditions de travail et de vie des travailleurs migrants et des membres de leur famille dans les Etats membres d'accueil ;
- 4°/- d'informer et d'aider les travailleurs migrants, ainsi que les membres de leur famille, en ce qui concerne les autorisations, formalités et arrangements relatifs à leur départ, voyage, arrivée, séjour, emploi, sortie et retour dans l'Etat membre d'origine et en ce qui concerne aussi les conditions de travail et de vie dans l'Etat membre d'accueil et les lois et règlements douaniers, fiscaux, monétaires et autres questions pertinentes ;
- 5°/- de recommander l'adoption de lois, règlements et toutes autres mesures nécessaires pour faciliter l'application des dispositions du présent Protocole et de régler les questions relatives aux migrations à l'intérieur de la Communauté et et aux travailleurs migrants.

## ARTICLE 21

Au niveau national de chacun des Etats membres seront seuls autorisés à effectuer des opérations en vue du recrutement des travailleurs dans un autre Etat :

- a) les Services ou Organismes compétents de l'Etat d'origine ou de l'Etat membre d'accueil, en vertu des accords conclus entre les Etats membres intéressés ;

- b) tout Organisme institué au titre d'un Accord bilatéral ou multilatéral.

2. En vertu de la législation nationale et d'Accords bilatéraux ou multilatéraux, peuvent être autorisés à effectuer lesdites opérations de recrutement, sous réserve de l'approbation et de la surveillance des autorités de l'Etat membre concerné :

- a) l'employeur ou une personne à son service et agissant en son nom ;
- b) les bureaux privés.

## ARTICLE 22

1. Les Etats membres coopéreront afin de prévenir et d'éliminer les mouvements et l'emploi illégaux ou clandestins de travailleurs migrants en situation irrégulière.

2. A cette fin, chaque Etat membre dans les limites de sa juridiction, prendra notamment :

- a) des mesures appropriées contre la diffusion d'informations trompeuses concernant l'émigration et l'immigration ;
- b) des mesures visant à détecter et à éliminer les déplacements illégaux ou clandestins de travailleurs migrants et des membres de leur famille et à infliger des sanctions efficaces aux personnes ou entités qui organisent ou aident à organiser ces déplacements ou y participent ;
- c) des mesures visant à infliger des sanctions efficaces aux personnes, groupes ou entités qui ont recours à la violence, à la menace ou à l'intimidation contre des travailleurs migrants ou des membres de leur famille en situation irrégulière.

3. Les Etats membres d'accueil prendront toutes les mesures adéquates susceptibles d'éliminer efficacement l'emploi, sur leur territoire, de travailleurs migrants en situation irrégulière, en infligeant notamment des sanctions appropriées aux personnes ou aux entités qui emploient ces travailleurs. Ces mesures ne porteront pas atteinte aux droits qu'ont les travailleurs migrants vis-à-vis de leur emploi.

## ARTICLE 23

1. Sans préjudice des conditions de leur autorisation de résidence, les travailleurs migrants, en situation régulière bénéficient de l'égalité de traitement avec les nationaux de l'Etat membre d'accueil en ce qui concerne :

- a) la sécurité de l'emploi ;
- b) la possibilité de participer à des activités socio-culturelles ;
- c) les possibilités de réemploi en cas de perte de l'emploi pour des raisons économiques ; dans ce cas ils priment les autres travailleurs en instance d'admission dans le pays d'accueil ;
- d) la formation et la rééducation professionnelles ;



e) l'accès aux écoles d'enseignement général et professionnel ainsi qu'aux centres de formation professionnelle pour leurs enfants ;

f) le bénéfice des services et l'accès aux établissements sociaux, culturels et sanitaires.

2. Les travailleurs migrants qui se trouvent en situation régulière bénéficient de l'égalité de traitement avec les nationaux de l'Etat d'accueil en ce qui concerne l'exercice de leur emploi ou de leur profession.

## TITRE IX

### ARTICLE 24

#### DISPOSITIONS GENERALES ET DIVERSES

1. Aucune disposition du présent Protocole ne peut être interprétée comme portant atteinte aux droits plus favorables qui sont garantis aux travailleurs migrants et aux membres de leur famille en vertu :

a) du droit, de la législation ou de la pratique d'un Etat membre ; ou

b) d'un accord international quelconque en vigueur vis-à-vis de l'Etat membre considéré.

2. Aucune disposition du présent Protocole ne peut être interprétée comme impliquant, pour un Etat membre, un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la suppression des droits ou libertés reconnus dans le présent Protocole ou à des réductions plus amples de ces droits ou libertés que celles prévues audit Protocole.

### ARTICLE 25

1. Il ne peut être renoncé aux droits garantis dans le présent Protocole.

2. Toute forme de pression exercée sur les travailleurs migrants ou les membres de leur famille pour qu'ils renoncent à l'un quelconque de ces droits ou s'abstiennent de les exercer est prohibée.

3. Toute disposition d'un Accord ou d'un Contrat qui a pour objet ou effet d'obtenir des intéressés qu'ils renoncent à l'un quelconque de ces droits ou s'abstiennent de les exercer est nulle aux termes des dispositions du présent Protocole.

### ARTICLE 26

Les Etats membres s'engagent, en conformité avec leurs procédures constitutionnelles et avec les dispositions du présent Protocole à :

a) garantir que toute personne dont les droits et libertés tels que reconnus, dans le présent Protocole, auront été violés, disposera d'un droit de recours, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles ;

b) garantir que l'autorité compétente, judiciaire, administrative ou législative, ou toute autre auto-

rité compétente selon la législation de l'Etat membre, statuera sur les droits de la personne qui forme un recours ;

c) garantir la bonne suite donnée par les autorités compétentes à tout recours considéré comme justifié.

### ARTICLE 27

Les Etats membres s'engagent à prendre, en conformité avec leurs procédures constitutionnelles et avec les dispositions du présent Protocole, toutes les mesures législatives et autres nécessaires à l'application des dispositions du présent Protocole.

### ARTICLE 28

Tout différend pouvant surgir entre les Etats membres au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Protocole sera réglé conformément à la procédure de règlement des différends prévue par l'Article 56 du Traité.

### ARTICLE 29

1. Tout Etat membre peut soumettre des propositions en vue l'amendement ou de la révision du présent Protocole.

2. Toutes les propositions sont transmises au Secrétariat Exécutif qui les communique aux Etats membres les trente (30) jours suivant leur réception. Les amendements ou révisions sont examinés par la Conférence à l'expiration du délai de préavis de trente (30) jours accordé aux Etats membres.

## TITRE X

### DEPOT ET ENTREE EN VIGUEUR


1. Le présent Protocole entrera en vigueur à titre provisoire dès sa signature par les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres et définitivement dès sa ratification par au moins sept (7) Etats signataires conformément aux règles constitutionnelles de chaque Etat membre.

2. Le présent Protocole ainsi que tous les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétariat Exécutif qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats membres, leur notifiera les dates de dépôt des instruments de ratification et fera enregistrer le présent Protocole auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine, de l'Organisation des Nations Unies et de toutes autres Organisations.

3 Le présent Protocole est annexé au Traité dont il fait partie intégrante.

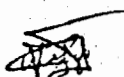
En foi de quoi, nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, avons signé le présent Protocole.

*Fait à Abuja le 1er juillet 1986, en un seul exemplaire original en français et en anglais, les deux textes faisant également foi.*

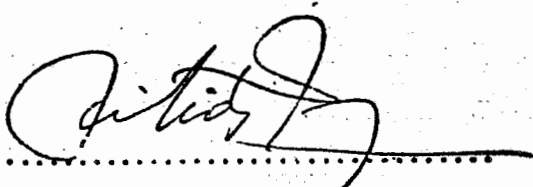


.....  
S.E. Dr. Soule DANKORO  
Ministre du Commerce, de l'Artisanat  
et du Tourisme, pour et par ordre du  
Président de la République Populaire  
du BENIN

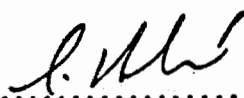
Pa



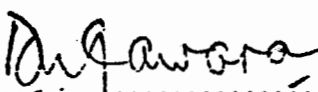
.....  
S.E. Capitaine Thomas SANKARA  
Président du FASO



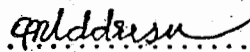
.....  
S.E. Aristides PEREIRA  
Président de la République du  
CAP VERT



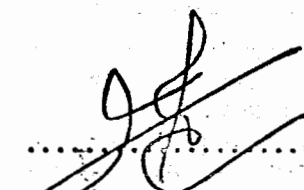
.....  
S.E. M. Siméon AKE  
Ministre des Affaires Etrangères  
Pour et par ordre du Président de  
la République de COTE D'IVOIRE



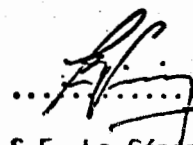
.....  
S.E. Alhaji Sir Dauda K. JAWARA  
Président de la République de  
GAMBIE



.....  
S.E. Alhaji Mahama IDRISU  
Membre du PNDC, pour et par ordre  
du Président du PNDC, Chef de  
l'Etat du GHANA



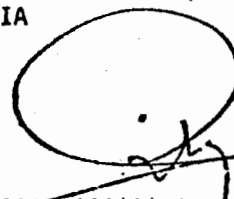
.....  
S.E. Le Chef de Bataillon  
Kerfalla CAMARA  
Secrétaire Permanent du Comité  
Militaire de Redressement National,  
pour et ordre du Président de la  
République de GUINEE



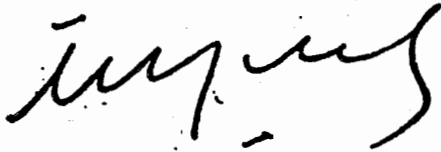
.....  
S.E. Le Général de Brigade  
Joao Bernardo VIEIRA  
Président de la République de  
GUINEE BISSAU




.....  
S.E. Le Commandant-en-Chef  
Samuel Kanyon DOE  
Président de la République du  
LIBERIA




.....  
S.E. M. Dianka KABA DIAKITE  
Ministre des Finances et du Commerce,  
pour et par ordre du Président de la  
République du MALI



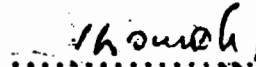
.....  
S.E. Le Colonel  
Maouiya Ould Sid'Ahmed TAYA  
Président de la République  
Islamique de MAURITANIE



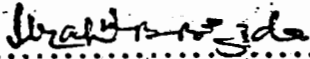
.....  
S.E. M. Abdourahmane TOURE  
Ministre du Commerce pour et par  
ordre du Président de la République  
du SENEGAL



.....  
S.E. M. Hamid ALGABID  
Premier Ministre, pour et par  
ordre du Président de la  
République du NIGER



.....  
S.E. Le Général  
Dr. Joseph Saidu MOMOH  
Président de la République de  
SIERRA LEONE



.....  
S.E. Le Général  
Ibrahim BaJamasi BABANGIDA  
Président de la République  
Fédérale du NIGERIA



.....  
S.E. Le Général Gnassingbé EYADEMA  
Président de la République  
Togolaise

